

ALGÉRIE-FRANCE

Tebboune reçoit un appel téléphonique du Président français

P. 24

LAMAMRA À L'ONU

Intenses activités diplomatiques à New York

P. 24

GESTION DES CATASTROPHES ET DES CRISES

M. Chanegriha souligne la cohésion entre les secteurs sanitaires militaire et civil

P. 24

RENTÉE SCOLAIRE 2021-2022

Plus de 10 millions d'élèves rejoignent les bancs de l'école

Plus de 10 millions d'élèves des trois cycles de l'enseignement ont rejoint hier matin les bancs de l'école pour la rentrée scolaire 2021-2022 qui doit se dérouler dans le respect du protocole sanitaire mis en place par le secteur pour prévenir la propagation du Covid-19. Initialement prévue le 7 septembre, la rentrée scolaire a été reportée, avec l'accord des hautes autorités du pays, pour permettre la vaccination des personnels du secteur, la finalisation des différentes opérations liées à la rentrée, mais aussi à la demande de la famille de l'éducation dans les régions du sud en proie à la canicule. Cette année, des mesures exceptionnelles ont été prises, dont l'adaptation des schémas pédagogiques de manière à assurer l'enseignement des matières essentielles en présentiel, le protocole sanitaire imposé par la situation épidémiologique liée à la propagation du Covid-19 et le recours au système de groupes pour garantir la distanciation physique et préserver la santé de tous. P. 4

DKnews-APS



ELECTIONS LOCALES

6 partis ont retiré des dossiers de candidature (Charfi)

P. 3

CONSEIL DE LA NATION

Premier ministre : "le plan du gouvernement jette les fondements d'un nouveau mode économique loin de la rente pétrolière"

P. 3

OFFICE NATIONAL DE LA MÉTÉOROLOGIE

L'Algérie a connu 12 nouveaux records de température en août dernier

P. 8

SANTÉ

ALZHEIMER

Pourquoi les femmes sont plus à risque que les hommes ?

P.p 12-13

FOOTBALL

QUALIF. MONDIAL-2022 (4^e journée)

Niger-Algérie
Le match se jouera le 12 octobre à 17h00 (FAF)

P. 21



HISTOIRE - PATRIMOINE

La récupération du canon historique "Baba Merzoug", un devoir national (conférence)

P. 16

AIR ALGÉRIE

Suspension de la relation de travail avec un PNC appréhendé en France

P. 2

MÉTÉO

Fortes pluies sur des wilayas du Centre, de l'Est et de l'Ouest (BMS)



De fortes pluies, parfois sous forme d'averses orageuses et accompagnées localement de chutes de grêle, s'abatront à partir de mardi sur des wilayas du centre, de l'est et de l'ouest du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM).

Les wilayas concernées par ces fortes pluies, entre 30 et 40 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement les 50 mm, sont Chlef, Ain Defla, Tipasa, Alger, Blida, Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bejaia, Jijel, Skikda, Bouira et Médéa, précise la même source, qui ajoute que la validité du phénomène en cours s'étale jusqu'à mercredi à 06h00.

Sont également concernées par ces fortes pluies les wilayas de Sétif, Bordj Bou-Arredj, M'sila, Nord de Djelfa, Tiaret, Tissemsilt, Saïda et Sidi Bel-Abbes.

La validité de ces prévisions pour ces wilayas s'étale de mardi à 15h00 à mercredi à 03h00.

SIDI BEL-ABBÈS

Amélioration de l'état de santé de l'artiste Mohamed Hazim, opéré d'urgence

L'état de santé de l'artiste comédien Mohamed Hazim, qui a subi une chirurgie cardiaque en urgence dimanche soir au centre hospitalo-universitaire (CHU) "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbes, s'est amélioré, a-t-on appris lundi de ses proches.

L'artiste Hazim a été transféré, suite à un malaise le week-end dernier, au CHU de Sidi Bel-Abbes, où il a subi une opération d'urgence. Selon une source médicale, Mohamed Hazim a quitté le bloc opératoire et son état de santé commence à s'améliorer. Il suit actuellement un traitement au niveau du service de cardiologie, en attendant son total rétablissement. L'artiste Hazim est célèbre pour sa participation à de nombreuses œuvres artistiques, dont la série "Bila Houdoud" où il formait un trio avec les humoristes Mustapha et Hamid.

RENTREE SOCIALE

Un programme de transport spécial assuré de 5h30 à 19h30 à Alger (ETUSA)

L'établissement public de transports urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, lundi dans un communiqué, avoir établi un programme de transport spécial pour la rentrée sociale qui débute demain mardi de 5h30 jusqu'à 19h30.



"En prévision de la rentrée sociale 2021-2022, l'établissement public de transports urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a établi un programme de transport spécial à partir du 21 septembre 2021", a précisé la même source.

Dans le cadre de ce programme, "les horaires de transport ont été fixés durant cette période de 05h30 pour le premier départ et 19h30 pour le dernier départ avec une fréquence de 30 à 40 minutes", a ajouté le communiqué.

AIR ALGÉRIE

Suspension de la relation de travail avec un PNC appréhendé en France



"Un membre navigant commercial du vol AH 1123 assurant la liaison Paris-Constantine a été appréhendé, samedi, par les services de sécurité de l'aéroport de Paris-Orly (France) suite à la découverte en sa possession d'une substance prohibée" a annoncé hier, un communiqué de la compagnie nationale.

A cet effet, "Air Algérie a entamé des mesures administratives et conservatoires, à l'encontre du navigant commercial mis en cause, prévues par son règlement intérieur (arrêt de vol et suspension de la relation de travail)", souligne la compagnie.

Air Algérie "se réserve le droit de se constituer partie civile dans cette affaire", a-t-elle précisé.

TISSEMSILT

Décès du moudjahid M'hamed Metahri



Le moudjahid M'hamed Metahri est décédé lundi à l'âge de 86 ans dans la ville de Khemisti (wilaya de Tissemsilt) à la suite d'une maladie, a-t-on appris du musée de wilaya du moudjahid.

Le défunt moudjahid, né en 1935 à Khemisti, avait rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1959 à la zone 3 de la wilaya IV historique.

Le corps du défunt sera inhumé lundi après la prière d'El Asr (fin d'après-midi) au cimetière de Sidi Mansour de la ville de Khemisti.

GUELMA

Ouverture de dix points de vente de lentilles et de pois chiche

La Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya de Guelma a ouvert 10 points de vente de lentilles et de pois chiche au profit des consommateurs, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale du Commerce.

L'initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant le soutien du pouvoir d'achat des citoyens et l'encouragement à la consommation du produit local, a-t-on ajouté, faisant savoir que les prix proposés au niveau des points désignés ont été fixés à 120 DA le kg pour les pois chiches et 100 DA le kg pour les lentilles.

Les points réquisitionnés par la CCLS pour l'opération sont répartis dans les villes de Guelma, Ain Reggada, Oued Zenati et Ain Makhlouf, en plus des localités d'Ain Laarbi, Roknia, Medjaz Amar, Oued Fragha et Oued Chéham, a-t-on fait savoir.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

52 morts et 1585 blessés en une semaine



Cinquante deux (52) personnes ont trouvé la mort et 1585 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus dans plusieurs régions du pays durant la période allant du 12 au 18 septembre, a indiqué mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré à Naâma avec 13 morts et 13 blessés suite à trois (3) accidents survenus dans cette wilaya.

Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour éteindre 1607 incendies urbains, industriels et autres.

COVID-19 EN AFRIQUE

Plus de 8,15 millions de cas



Le total cumulé des cas confirmés de COVID-19 en Afrique a atteint 8.158.654 en date de lundi soir, a déclaré le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC Afrique).

Le CDC Afrique, l'agence de santé spécialisée de l'Union africaine, a indiqué que le total des décès liés à la pandémie s'élevait désormais à 206.499.

A ce jour, 7.499.590 patients se sont également remis de la maladie sur le continent, a-t-il noté.

L'Afrique australe est la région la plus touchée en termes de nombre de cas, suivie par les parties nord et est du continent, tandis que l'Afrique centrale reste la région la moins touchée du continent, a déclaré le CDC Afrique.

NÂAMA

Six blessés dans un accident de la circulation à Ain Benkhelil

Six personnes ont été grièvement blessées dans un accident de la circulation, survenu lundi soir dans la commune d'Ain Benkhelil (wilaya de Naâma), ont indiqué les services de la Protection civile dans un communiqué.

L'accident s'est produit suite au dérapage d'un véhicule et son renversement au niveau du chemin de wilaya (CW6) à 20 km de la commune d'Ain Benkhelil faisant six blessés graves âgés entre 3 mois à 43 ans (deux enfants, un homme et trois femmes), a-t-on précisé.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus pour apporter les premiers soins et évacuer les blessés vers l'hôpital "Frères Chenafa" de la ville de Mecheria.

Les services de la sûreté ont ouvert une enquête sur les circonstances de cet accident.

LE PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT DEVANT LE CONSEIL DE LA NATION Premier ministre : "le plan jette les fondements d'un nouveau mode économique loin de la rente pétrolière"

Le Plan d'action du Gouvernement présenté mardi par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane devant le Conseil de la Nation, tend à asseoir les fondements d'une économie diversifiée reposant sur la création de richesses et d'emplois, "loin de l'économie de rente".

Présentant le Plan d'action du Gouvernement devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil, M. Benabderrahmane a affirmé que le Gouvernement, tend à travers son plan d'action à "mettre en place de nouveaux fondements permettant de concrétiser un développement global et durable, loin de l'économie de rente qui fait que les recettes du pays et son budget restent tributaires des fluctuations des cours du pétrole". Le Gouvernement s'attèle à la mise en place de nouveaux fondements de relance économique à travers des réformes profondes des systèmes financier et bancaire, en ce sens

qu'il sera procédé à la révision des mécanismes et conditions d'octroi des crédits, loin des pratiques de favoritisme prévalant anciennement", a ajouté le Premier ministre. Il s'agit aussi pour le Gouvernement d'œuvrer à l'amélioration du climat des affaires, étant le principal catalyseur de la relance économique, détaille M. Benabderrahmane.

A ce titre, le Premier ministre a évoqué l'assainissement du foncier industriel, agricole et touristique pillé ou non-exploité, en vue de l'octroyer aux véritables investisseurs, relevant, à cet égard, la nécessité d'éradiquer l'économie parallèle et d'édifier une économie basée sur la connaissance, à travers le soutien

des micro-entreprises et des startups. Quant au domaine de l'énergie, le Premier ministre a fait état de l'élaboration en cours d'une loi sur la transition énergétique qui sera prochainement dévoilée, un texte, a-t-il dit, intervenant en concrétisation de l'objectif tracé par le Gouvernement pour atteindre un mix énergétique équilibré à l'horizon 2030. Dans le cadre du renforcement du développement durable et de l'exploitation rationnelle des richesses dans le contexte des changements climatiques, le Premier ministre a évoqué la rationalisation de l'exploitation des ressources en eau, d'autant qu'il sera procédé à l'augmentation des capacités de production annuelle

des eaux, de 10 milliards m³ à 12 milliards m³. Le Premier ministre a relevé, en outre, l'importance de relancer et de valoriser les grands investissements à travers "la réduction des coûts élevés de logistique entravant la concurrence et la réalisation de nouvelles plateformes logistiques en fonction des spécificités de chaque région". S'agissant du secteur agricole, le responsable a affirmé qu'il sera procédé à l'augmentation des capacités productives et de stockage pour la réalisation de l'autosuffisance, insistant sur l'impérative augmentation de la production locale de céréales et la réduction de la facture d'importation qui pèse lourdement sur l'Etat. Le

Plan d'action du Gouvernement vise, par ailleurs, le développement des zones rurales, forestières, montagneuses, des Hauts plateaux et sahariennes, l'objectif étant désenclaver ces zones et relancer le développement local. Le Premier ministre a réitéré, par là même, l'engagement du Gouvernement à hisser le pouvoir d'achat du citoyen et concrétiser son droit d'accéder à un logement convenable disposant de toutes les commodités.

Il a fait état, dans ce sens, du parachèvement de plus de 13.000 projets de raccordement aux réseaux d'alimentation en eau potable (AEP), d'électricité et du gaz ayant profité à 1.043 communes.

Zones d'ombre : plus de 24.000 opérations engagées entre 2020 et 2021 (Premier ministre)

Le gouvernement a financé plus de 24.000 opérations auxquelles ont été alloués 310 milliards de dinars entre 2020 et 2021, au titre du programme de développement des zones d'ombre, a annoncé, mardi à Alger, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane.

Les efforts des autorités publiques relatifs au développement des zones d'ombre ont permis de financer, jusqu'à présent, un programme comportant 24.216 opérations auxquelles ont été alloués 310 milliards de DA de-

puis 2020, a précisé M. Benabderrahmane, lors de la présentation du Plan d'action du gouvernement devant le Conseil de la Nation. Le nombre de projets dont les travaux ont été achevés s'élève, quant à lui, à 13.135 projets répartis à travers 1343 communes, a-t-il détaillé, ajoutant que ces projets concernent, entre autres, des opérations d'alimentation en eau potable, de raccordement aux réseaux électricité et de gaz et aux réseaux d'assainissement des eaux usées, ainsi qu'à la promotion de la Santé de proxi-

mité et la réalisation d'espaces de divertissements.

Le Premier ministre a souligné, par la même occasion, que l'édification de l'Algérie nouvelle passe inévitablement par l'amélioration du cadre de vie du citoyen et le développement socio-économique du pays.

Il a rappelé que le gouvernement s'est, ainsi, engagé à trouver des mécanismes et moyens de développer et de réhabiliter certaines régions, en particulier les zones d'ombre, et pour lesquelles le président de la

République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde "la plus haute importance". La présentation du Plan d'action du gouvernement sera suivie par l'ouverture du débat animé par les membres du Conseil de la nation et se poursuivra mercredi par les interventions des présidents des groupes parlementaires représentés au Conseil. Pour rappel, les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, jeudi dernier, à la majorité, le plan d'action du gouvernement, présenté par le Premier ministre.

ELECTIONS LOCALES 6 partis ont retiré des dossiers de candidature (Charfi)

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a indiqué lundi à Alger que six (6) partis avaient retiré des dossiers de candidature pour les élections locales du 27 novembre prochain.

Lors d'une conférence de presse animée au terme de l'installation des membres de la commission de répartition du temps d'antenne consacré aux interventions des candidats dans les médias audiovisuels et de la commission de suivi de la campagne électorale, M. Charfi a précisé que le parti du Front de libération nationale (FLN) avait retiré des dossiers de candidature au niveau de 1.538 communes, le Rassemblement national démocratique (RND) au niveau de 1.493 communes, le Front El-Moustakbal dans 1.432 communes, le mouvement El-Bina dans 1.406 communes, le Mouvement de la société pour la paix (MSP) dans 1.359 communes et Sawt Echaab dans 1.062 communes.

Concernant les élections des assemblées de wilaya, le responsable a fait savoir que le parti Front de libération nationale (FLN) avait retiré les formulaires de candidature au niveau de 57 wilayas, le Mouvement de la société pour la paix

(MSP) et le Rassemblement national démocratique (RND) dans 56 wilayas, le Front Moustakbal dans 55 wilayas, le Mouvement El Bina dans 53 wilayas et "Sawt Echaab" (la voix du peuple) à 46 wilayas.

Le responsable a ajouté que jusqu'au 19 septembre courant 1.001 dossiers de candidature aux élections des assemblées de wilaya ont été retirés, dont 784 dossiers relatifs à des partis politiques et 217 autres des listes indépendantes, outre 20.425 dossiers de candidatures aux élections des assemblées communales dont 18.924 dossiers de partis politiques et 1.501 pour des listes indépendantes.

Il a souligné, dans ce sens, que les partis politiques avaient retiré plus de 08 millions formulaires de souscription contre 968.397 formulaires retirés par les listes indépendantes. A l'issue de la révision exceptionnelle des listes électorales, le corps électoral a atteint 24.589.475 électeurs, a indiqué le président de l'ANIE, relevant "un saut qualitatif" dans le nombre des inscrits par rapport aux précédentes élections législatives.

Le nombre des nouveaux inscrits via internet s'est élevé à 6.457 inscrits, a-t-il ajouté.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT Examen de projets de décrets relatifs à la Jeunesse, au Tourisme et aux Télécommunications

Le gouvernement a examiné lundi deux (2) projets de Décrets présidentiels et un (1) projet de Décret exécutif relatifs aux secteurs de la Jeunesse, du Tourisme et des Télécommunications, lors d'une réunion présidée par le Premier Ministre, Ministre des Finances, Monsieur Aïmene Benabderra mane, indique un communiqué des services du Premier ministre. En voici le texte intégral :

"Le Premier Ministre, Ministre des Finances, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce lundi 20 septembre 2021, une Réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement. Conformément à l'ordre du jour, les membres du Gouvernement ont examiné deux (02) projets de Décrets présidentiels et un (01) projet de Décret exécutif introduits par les Ministres en charge de la Jeunesse, du Tourisme et des Télécommunications.

En outre, une (01) communication a été présentée par la Ministre de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme.

1- Le Gouvernement a entendu un exposé présenté par le Ministre de la Jeunesse et des Sports relatif au projet de Décret présidentiel fixant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Jeunesse.

Ce projet de texte a fait l'objet d'un examen par le Gouvernement et ce, à la lumière des orientations et directives données par Monsieur le Président de la République à l'occasion du Conseil des Ministres du 21/03/2021, portant sur la nécessité d'enrichir le projet de texte afférent au Conseil en question, préalablement à sa promulgation.

En effet, les principaux enrichissements apportés visent l'élargissement de la composante de ce Conseil ainsi que le renforcement de ses missions, ce qui permettra de l'ériger en tant qu'organe consultatif regroupant des représentants des jeunes.

2- Le Gouvernement a entendu un exposé présenté par le Ministre du Tourisme et de l'Artisanat relatif au projet de Décret présidentiel modifiant et complétant le Décret présidentiel n° 02-479 du 31/12/2002, portant création du Conseil National du Tourisme et fixant ses attributions, son organisation et son fonctionnement.

Ce projet de texte s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement du processus de relance du tourisme national à travers notamment, le renforcement de la concertation et de la coordination entre les différents secteurs impliqués par l'activité touristique.

Ainsi, les modifications apportées par le présent projet de texte viennent renforcer, d'une part, les missions du Conseil en matière de proposition de mesures liées notamment à l'encouragement des investissements touristiques et de la promotion de la "Destination Algérie", et d'autre part, élargir sa composante

à d'autres acteurs actant dans le domaine.

3- Le Gouvernement a entendu un exposé présenté par le Ministre de la Poste et des Télécommunications, relatif au projet de décret exécutif fixant les principes de tarification des services de certification électronique.

Ce projet de texte est pris en application des dispositions de la Loi n° 15-04 régissant les règles générales relatives à la signature et à la certification électroniques.

A ce titre, les dispositions du présent projet de texte prévoient, notamment, l'obligation pour le prestataire de services de certification électronique, de publier et d'afficher au moins sur son site Web, la présentation détaillée des tarifs des services, en adéquation avec les principes de non-discrimination et de transparence, garantissant une concurrence ouverte, loyale et dynamique.

Par ailleurs et à l'issue de l'exposé en question, le Premier Ministre a rappelé les directives déjà données par Monsieur le Président de la République pour l'amélioration des prestations inhérentes à l'accès à internet, avec notamment l'augmentation du débit, ce qui permettra de faciliter et de favoriser l'accès du citoyen et des opérateurs économiques aux services à distance, offerts par les différentes administrations publiques.

4- Le Gouvernement a entendu une Communication de la Ministre de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme sur le dispositif de prise en charge scolaire des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme, en prévision de la rentrée scolaire 2021-2022.

A cette occasion, il a été indiqué que les secteurs de la solidarité nationale, de l'éducation nationale et de la santé ont engagé une série de mesures au profit des enfants atteints des troubles du spectre de l'autisme, visant à assurer leur scolarisation dans les meilleures conditions et permettant leur pleine intégration.

Il s'agit en effet de l'ouverture d'un total de 238 classes spéciales au profit de ces enfants au niveau des trois (03) paliers de l'enseignement fondamental tout en leur assurant l'accompagnement de la médecine scolaire. Aussi, il a été fait mention des mesures de facilitation accordées au profit des élèves atteints des troubles du spectre de l'autisme, en permettant leur accompagnement et assistance par des Auxiliaires de Vie Scolaire (AVS), à l'occasion des compositions et des examens nationaux.

A l'issue de la présentation, le Premier Ministre a rappelé les directives données par Monsieur le Président de la République lors du Conseil des Ministres du 18/04/2021 en vue de trouver les mécanismes adéquats permettant la prise en charge de ces enfants. En outre, il a demandé aux ministres concernés d'accorder toutes les facilitations nécessaires pour l'accompagnement des enfants concernés par des accompagnateurs, y compris leurs proches".

RENTREÉ SCOLAIRE 2021-2022

Plus de 10 millions d'élèves rejoignent les bancs de l'école

Plus de 10 millions d'élèves des trois cycles de l'enseignement rejoignent mardi matin les bancs de l'école pour la rentrée scolaire 2021-2022 qui doit se dérouler dans le respect du protocole sanitaire mis en place par le secteur pour prévenir la propagation du Covid-19.

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, donnera le coup d'envoi officiel de l'année scolaire 2021-2022 à partir de l'école primaire "Abraz Mohamed" dans la commune de Mohammadia (Alger). Pour assurer une bonne rentrée scolaire 2021-2022, le ministère de l'Éducation nationale a mobilisé tous les moyens matériels, humains et structurels à même de garantir une année scolaire "normale et réussie" et de contribuer à l'amélioration des performances scolaires des élèves et du rendement éducatif et pédagogique des enseignants. Initialement prévue le 7 septembre, la rentrée scolaire a été reportée, avec l'accord des hautes autorités du pays, pour permettre la vaccination des personnels du secteur, la finalisation des différentes opérations liées à la rentrée, mais aussi à la demande de la famille de l'éducation dans les régions du sud en proie à la canicule. Cette année, la tutelle a pris des mesures exceptionnelles, dont l'adaptation des schémas pédagogiques de manière à assurer l'enseignement des matières essentielles en présentiel, le protocole sanitaire imposé par la situation épidémiologique liée à la propagation du Covid-19 et le recours au système de groupes pour garantir la distanciation physique et préserver la santé de tous. Pour ce qui est du cours inaugural de cette année, il s'agira de la sensibilisation aux catastrophes naturelles par l'inculcation aux élèves des moyens d'y faire face. Il s'inspire des orientations du président de



la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a tenu à ce qu'il porte sur les catastrophes naturelles et la cohésion nationale qui caractérise le peuple algérien dans les épreuves.

S'agissant des établissements scolaires devant être réceptionnés cette rentrée, le directeur des infrastructures et des équipements au ministère de l'Éducation nationale, Abdelkrim Dib, a révélé que le secteur réceptionnera 473 nouveaux établissements scolaires, dont 303 écoles primaires, 73 lycées et 97 CEM. Concernant les structures d'appoint, un total de 537 cantines et deux (2) pensionnats devront être réceptionnés dans le cycle primaire, tandis que le cycle moyen devra bénéficier de 45.000 demi-pensionnats et de six (6) nouveaux pensionnats. L'enseignement secondaire à travers le territoire national devra être doté de 39 demi-pensionnats et sept (7) pensionnats. Dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire 2021-2022,

le commandement de la Gendarmerie nationale a indiqué avoir pris les mesures nécessaires pour sécuriser le périmètre des tous les établissements scolaires (crèches, écoles primaires, CEM, lycées, universités et cités universitaires), en élaborant un plan sécuritaire préventif spécial, en coordination avec les autorités concernées. Aussi et au vu de la densité du trafic routier du fait de la rentrée scolaire, d'autres mesures ont été prises, notamment pour sécuriser et fluidifier la circulation, à travers la présence effective et efficace des unités de la Gendarmerie nationale, tout en mettant l'accent sur l'aspect de sensibilisation, considéré comme l'un des moyens efficaces de la sécurité routière.

Par ailleurs, les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont mis en place un important dispositif sécuritaire de près de 5.000 policiers, tous grades confondus, pour sécuriser la rentrée scolaire dans la capitale.

Sud : de nouvelles structures pour améliorer les conditions de scolarisation

La rentrée scolaire 2021/2022 a été marquée mardi dans les wilayas du Sud du pays par la mise en service de plusieurs nouvelles structures socio-pédagogiques, tous paliers confondus, susceptibles d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves. Ces nouvelles structures ont été réalisées dans le cadre des efforts consentis pour accompagner le développement social et urbain dans cette région qui connaît la promotion de dix circonscriptions administratives en wilayas à part entière, à savoir El-Menea, Timimoun, Bordj Badji-Mokhtar, In-Salah, Djanet, In-Guezam, El Meghaier, Touggourt, Béni-Abbès et Ouled-Djelal. Elles permettront également de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et l'élimination du problème de la surcharge des classes au niveau des établissements éducatifs. Dans les wilayas d'Ouargla, Touggourt, Laghouat, Adrar, Ghardaïa, Bechar, Illizi et Tamanrasset, le secteur a été consolidé par 39 écoles primaires et 4 Collèges d'enseignement moyen (CEM), ainsi que de deux (2) lycées à Djanet et Ain El-Beida (Ouargla) et plusieurs classes d'extension.

S'agissant de la restauration scolaire, plus de 140 cantines et demi-pensionnats sont entrés en activité à Laghouat, Adrar, Ghardaïa, Bechar, El-Menea et Djanet, selon les données des directions locales du secteur.

Pour le volet pédagogique, les moyens nécessaires ont été mobilisés par le secteur pour avoir un bon encadrement aux élèves,

en garantissant en plus la distribution du manuel scolaire. En raison de la conjonction de pandémie du coronavirus (Covid-19), un protocole sanitaire est, par ailleurs, imposé pour protéger les enseignants et les élèves contre les risques de propagation du virus en milieu scolaire.

Le secteur enregistre aussi l'ouverture de nouvelles unités de dépistage et de suivi (UDS) et l'acquisition de moyens de transports scolaires au profit des élèves issus des zones rurales ou enclavées. Concernant la solidarité avec les franges vulnérables de la société, le secteur de l'Éducation dans le Sud et l'extrême Sud du pays, s'est engagé à concrétiser l'opération, avec les concours des collectivités locales et du mouvement associatif, à l'exemple de la direction de l'Éducation à Laghouat qui a fait état de l'attribution d'un total de 44.000 primes de solidarité scolaire et 19.400 trousseaux scolaires, ou de celle de Bechar qui signale 29.000 élèves ayant bénéficié de la prime de solidarité scolaire de 5.000 DA. En prévision de cette nouvelle rentrée scolaire, de nombreux établissements éducatifs ont aussi bénéficié d'opérations d'aménagement et de restauration afin d'accueillir les élèves dans de bonnes conditions. Plus de 950.000 élèves, tous paliers confondus, ont rejoint les bancs de l'école dans les wilayas du Sud, au titre de la rentrée scolaire 2021/2022 qui a été lancée par les autorités locales, dans des conditions normales.

Le ministre de l'Éducation donne le coup d'envoi à partir d'Alger

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a donné mardi le coup d'envoi officiel de l'année scolaire 2021-2022 à partir de l'école primaire "Abraz Mohamed"



dans la commune de Mohammadia (Alger). Plus de 10 millions d'élèves des trois cycles de l'enseignement devront rejoindre ce mardi les bancs de l'école pour la rentrée scolaire 2021-2022 qui doit se dérouler dans le respect du protocole sanitaire mis en place par le secteur pour prévenir la propagation du Covid-19.

Pour assurer une bonne rentrée scolaire 2021-2022, le ministère de l'Éducation nationale a mobilisé tous les moyens matériels, humains et structurels à même de garantir une année scolaire "normale et réussie" et de contribuer à l'amélioration des performances scolaires des élèves et du rendement éducatif et pédagogique des enseignants. Initialement prévue le 7 septembre,

la rentrée scolaire a été reportée, avec l'accord des hautes autorités du pays, pour permettre la vaccination des personnels du secteur, la finalisation des différentes opérations liées à la rentrée, mais aussi à la demande de la famille de l'éducation dans les régions du sud en proie à la canicule.

Cette année, la tutelle a pris des mesures exceptionnelles, dont l'adaptation des schémas pédagogiques de manière à assurer l'enseignement des matières essentielles en présentiel, le protocole sanitaire imposé par la situation épidémiologique liée à la propagation du Covid-19 et le recours au système de groupes pour garantir la distanciation physique et préserver la santé de tous.

Ouverture de 238 classes spéciales au profit des enfants autistes

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou a annoncé lundi, dans un exposé présenté lors de la réunion du Gouvernement, l'ouverture de 238 classes spéciales au niveau des trois paliers d'enseignement au profit des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

Lors de cette réunion présidée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahamene, le gouvernement a entendu une Communication de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme sur le dispositif de prise en charge scolaire des enfants at-

teints de troubles du spectre de l'autisme, en prévision de la rentrée scolaire 2021-2022, a précisé le communiqué. "À cette occasion, il a été indiqué que les secteurs de la solidarité nationale, de l'éducation nationale et de la santé ont engagé une série de mesures au profit des enfants atteints de troubles du spectre de l'autisme, visant à assurer leur scolarisation dans les meilleures conditions et permettant leur pleine intégration", souligne le communiqué. Il s'agit de "l'ouverture d'un total de 238 classes spéciales au profit de ces enfants au niveau des trois (03) paliers d'enseignement tout en leur assurant l'accompagnement de la médecine scolaire", ajoute le communiqué. Aussi, "il a été fait mention des mesures de facilitation accordées au profit des

élèves atteints de troubles du spectre de l'autisme, en permettant leur accompagnement et assistance par des auxiliaires de vie scolaire (AVS), à l'occasion des épreuves et des examens". Selon la même source, "à l'issue de la présentation, le Premier ministre a rappelé les directives données par Monsieur le président de la République lors du Conseil des ministres du 18 avril 2021 en vue de trouver les mécanismes adéquats permettant la prise en charge de ces enfants". En outre, "il a demandé aux ministres concernés d'accorder toutes les facilitations nécessaires pour l'accompagnement des enfants concernés par des accompagnateurs, y compris leurs proches", ajoute-t-on.

Jijel : coup d'envoi de la rentrée scolaire pour les scolarisés aux besoins spécifiques

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, a donné, mardi à Jijel, le coup d'envoi de la rentrée scolaire 2021-2022 pour les scolarisés aux besoins spécifiques depuis l'école des enfants handicapés auditifs, à la cité des 40 hectares. Après avoir écouté l'hymne national, la ministre a visité une exposition dédiée au matériel et appareils d'aides auditifs utilisés pour la prise en charge de cette catégorie d'élèves.

Elle a également inspecté certaines classes de la

même école, celle de L'Orthophonie, et la classe préparatoire avant d'assister au cours inaugural de L'année scolaire portant sur "Les catastrophes naturelles et la solidarité".

Mme Krikou devra poursuivre sa visite à Jijel avec la distribution symbolique du manuel scolaire et du cartable, en plus d'une visite à une classe spéciale pour les élèves aux besoins spécifiques au CEM Assila Tayeb, à la cité des 40 hectares, au chef-lieu de wilaya.

NAÂMA

Des efforts pour améliorer les conditions de scolarité des élèves dans les zones d'ombre

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Naama s'est renforcé, à la faveur de la rentrée scolaire 2021-2022, par de nouveaux établissements éducatifs visant notamment à améliorer le transport et la restauration et garantir de meilleures conditions de scolarité aux élèves des zones d'ombre, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

La direction de l'éducation a mobilisé, en collaboration avec les services communaux et la contribution d'autres secteurs, tous les moyens pour surmonter les difficultés enregistrées en matière de scolarité des enfants de nomades à travers les communes de la wilaya et faciliter leur accès aux bancs d'études.

Dans ce sens, les efforts ont été axés sur l'aménagement, l'extension et l'équipement des structures éducatives et internats notamment en cycle primaire, en plus de l'amélioration des prestations en matière de cantines scolaires au niveau des 22 zones d'ombre des communes de Naama, Sfis-sifa, Moghrar, Asla, Ain Sefra, Kasdir et Djenine Bourzeg.

Le directeur de l'éducation, Zine El Abidine Djamel Khelladi a souligné que l'amélioration et la promotion des conditions de scolarité à travers les zones d'ombre et la prise en charge des conditions d'accès des élèves de ces zones aux salles des cours est "un objectif" de son secteur et à des taux avancés avec la nouvelle rentrée scolaire.

Les villages et les zones éloignées de la wilaya ont été dotées cette année de 12 classes d'extension, de quatre



nouvelles cantines scolaires outre l'ameublement de l'internat d'une école primaire et le renforcement de l'encadrement pédagogique et administratif, a-t-il déclaré, signalant la réouverture de deux groupes scolaires fermés depuis plusieurs années au niveau des villages de Hassi Defla dans la commune de Sfis-sifa et s'El Ghouiba dans la commune de Moghrar, qui ont fait l'objet de travaux de réfection et d'extension et de dotation de cantines.

Renforcement des moyens de transport et de restauration scolaires

La wilaya de Naama a bénéficié aussi de 21 nouveaux bus de transport scolaire

dans les zones d'ombre, ce qui garantira une couverture satisfaisante au niveau des collectivités éloignées et verra leur nombre au niveau des parcs communaux passer à 60 bus qui sont en bon état et adaptés aux pistes stépiques.

Le directeur de l'administration locale, Dahou Ould Slimane a fait savoir, pour sa part, que la direction des équipements publics a débloqué une enveloppe financière pour la rentrée scolaire nouvelle de 30 millions DA pour l'entretien des réseaux d'eau, d'électricité et du gaz pour le chauffage et la restauration à travers les établissements scolaires dans les zones d'ombre de quatre communes, en plus de l'aménagement de deux

petites aires pour les activités sportives.

Environ 2.500 élèves répartis sur 35 cantines scolaires et des salles exclusivement équipées pour la restauration, où des repas chauds seront servis, alors que les services communaux veillent à fournir du personnel qualifié pour ces structures, a-t-on appris à l'inspection des cantines scolaires de la wilaya. D'autre part, les enfants des zones d'ombre se sont vu allouer un premier quota d'aides de solidarité octroyés par les services de la wilaya à la direction de l'éducation, estimée à 500 cartables pour les nécessiteux, a souligné la direction de l'action sociale.

Afin de permettre aux écoliers de certaines zones reculées et villages isolés de bénéficier de consultations médicales périodiques et obligatoires, deux nouvelles unités de dépistage et de suivi sanitaire (UDS) ont été créées dans les dairas de Mekmen Benamar et Ain Sefra où il est question de mobiliser régulièrement des équipes médicales supplémentaires pour la prise en charge de la population scolaire des zones d'ombre tout au long de l'année scolaire.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Ouverture d'une école numérique pilote

Le secteur de l'éducation de la wilaya de Bordj Bou Arreridj sera renforcé, à l'occasion de la nouvelle rentrée scolaire, par plusieurs nouvelles infrastructures et l'ouverture d'une école numérique pilote, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

La même source a précisé que la wilaya sera renforcée par de nouvelles structures, dont un (1) lycée, six (6) classes, trois (3) collèges d'enseignement moyen (CEM), sept (7) groupes scolaires, 24 cantines

scolaires, et l'équipement de 62 cantines scolaires, et ce, dans le cadre de la Caisse de

garantie et de solidarité des collectivités locales pour un montant supérieur à 200 millions de DA. Aussi, 12 écoles primaires ont été dotées d'équipements fonctionnant à l'énergie solaire dans le cadre d'un projet subventionné par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales.

La même source a ajouté qu'une école numérique pilote sera également ouverte à l'école primaire Arbouche Omar, à proximité de la route Bir Sneb, au chef lieu de wilaya, détaillant que cette école, dont les classes ne dépassent pas 30 élèves, fonctionnera suivant le système de la vaca-

tion unique et sera équipée et connectée à tous les réseaux, y compris Internet. Chaque élève bénéficiera d'une tablette, sur laquelle le programme et le livre scolaire sont téléchargés, tandis que chaque enseignant sera doté d'un ordinateur portable et chaque classe sera équipée d'un tableau numérique interactif, a ajouté la même source. Selon la même source, un montant de plus de 438 millions de DA a été alloué dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales pour assurer des repas chauds dès le premier jour de la rentrée, signalant une hausse du nom-

bre de cantines scolaires qui offrent des repas chauds à 486 cantines, au cours de la nouvelle année scolaire alors que leur nombre ne dépassait pas 30 l'année dernière.

La wilaya de Bordj Bou Arreridj a également bénéficié dans le volet du transport scolaire de 81 bus offerts par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, au cours de l'année scolaire écoulée, affectés à la prise en charge des élèves vivant dans les zones d'ombre, a-t-on encore détaillé. Aussi, un montant de plus de 11 millions de dinars a été consacré au cartable scolaire, a-t-on conclu.

TLEMCCEN

Commémoration du 176^e anniversaire de la bataille de Sidi Brahim

Le 176^e anniversaire de la bataille de Sidi Brahim (Ghazaouet) dans la wilaya de Tlemcen, menée par l'Emir Abdelkader contre l'occupant français a été commémoré lundi soir au musée de la wilaya V historique situé sur le plateau "Lalla Setti" à Tlemcen, en présence du représentant du ministre des Moudjahidine et Ayant droits, Khellaf Abdelhafid, d'historiens, de membres de la famille révolutionnaire et des autorités locales.

Dans une lettre lue à cette occasion par son représentant, le ministre des Moudjahidine et Ayant droits, Laid Rebiga rappelle les grandes valeurs de la personnalité de l'Emir Abdelkader Ibn Mohieddine. Cet anniversaire historique permet sans aucun doute de rappeler aux enfants du peuple algérien les sacrifices consentis par nos ancêtres dans leur lutte contre le colonialisme et qui a donné ensuite naissance à la glorieuse guerre de libération nationale de 1954, écrit le ministre.

"En célébrant cet anniversaire, on se remémore le parcours du fondateur de l'Etat algérien moderne et son expérience, sa bravoure, sa sagesse et sa grande compétence dans la gestion de la résistance et ses diverses batailles menées contre l'occupant français dont la bataille de Sidi Brahim qui a eu lieu en septembre 1845. La célébration de cet anniversaire est une forme de reconnaissance et de fidélité à la mémoire collective, à l'œuvre de l'Emir Abdelkader et de toutes les générations qui l'ont accompagné ou succédé", a-t-il dit.

Le ministère des Moudjahidine souligne également que la célébration de cette bataille et d'autres est une occasion pour se rappeler les résistances farouches du peuple algérien face au colonialisme français, déclarant "on réaffirme notre responsabilité à protéger nos symboles et à afficher notre intérêt pour notre glorieuse histoire". Et d'ajouter "notre histoire est un visa pour l'avenir espéré, celui d'atteindre le développement de notre pays et de notre nation et par là, la prospérité".

Les universitaires présents à cette commémoration se sont étalés sur la bataille de Sidi Brahim qui a eu lieu entre le 23 et 25 septembre 1845, soit quinze après l'occupation française des terres algériennes. A l'aube du 23 septembre, le chef militaire français Montagnac est sorti à la tête de son armée pour faire face à l'armée de l'Emir Abdelkader. Dans cette bataille, l'armée de l'Emir a infligé de grosses pertes aux forces d'occupation qui ont pratiquement perdu tous leurs hommes sauf une section chargée du matériel dirigée par le capitaine Girou qui s'est réfugiée dans le mausolée de Sidi Brahim, où elle continua deux jours durant à tirer sur les hommes de l'Emir Abdelkader.

La section de Girou a réussi ensuite à prendre la fuite le 25 septembre au soir avant d'être rattrapée par les cavaliers d'Ouled Ziri. De l'armée de Montagnac composée de 413 hommes, n'ont survécu que les 16 hommes de la section précitée, ont évoqué, en substance, des historiens présents à cette commémoration. La commémoration de cet événement historique a donné lieu à la remise de cadeaux à des membres de la famille révolutionnaire de la wilaya de Tlemcen.

ALGER

Chute d'un pylône électrique au niveau de la localité de Kouba (Sonelgaz)

Le Groupe Sonelgaz a annoncé, lundi dans un communiqué, la chute d'un pylône électrique percuté par un véhicule lourd (un camion) au niveau de la localité de Kouba (wilaya d'Alger), précisant que cet incident n'a eu "aucun impact" sur l'alimentation en énergie électrique de ses clients.

Selon le communiqué publié sur la page officielle Facebook du Groupe, "la chute de cet important ouvrage de transport de l'électricité est survenue à 14h21, affectant deux (02) lignes 220kV

reliant Kouba et le poste électrique de Ouled Fayet".

Le Groupe Sonelgaz a indiqué que "cet incident n'a eu aucune répercussion sur la fourniture en électricité et ce, en raison de la configuration optimale, interconnectée et sécurisée du système de production et transport de l'électricité et à la veille constante des opérateurs du système électrique qui s'assurent à chaque instant de l'intégrité des réseaux et de leur bon fonctionnement".

La continuité du service a été également rendue possible, selon le communiqué, suite à l'activation systématique des schémas de secours rendus possibles grâce aux investissements importants consentis par le Groupe Sonelgaz afin de consolider ses réseaux et les rendre plus résilients".

Ainsi, des équipes d'intervention ont été immédiatement dépêchées par le GRTE et la Société algérienne de distribution d'électricité et de gaz (SADG), dès la signalisation de l'incident,

afin d'entreprendre les réparations, a fait savoir Sonelgaz.

Un approvisionnement en équipements nécessaires a été engagé également en urgence par le GRTE qui a mobilisé tous les moyens humains et matériels pour la réparation de la ligne dans les meilleurs délais et sans que les travaux de réparation n'aient d'impact sur la desserte en énergie de nos clients, a-t-on souligné également de même source.

REMBOURSEMENT DES DETTES DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ 146 dossiers supplémentaires acceptés (ANADE)

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) (ex-ANSEJ) a accepté (146) dossiers supplémentaires en vue du remboursement des dettes des entreprises en difficulté par le Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits.

Cinq cents dossiers (500) d'entreprises en difficulté sur un total de (10.599) présentés par les représentants des banques des wilayas de Tizi-Ouzou, Alger et El-Tarf ont été examinés lors de la 21^e séance de travail, dont (146) acceptés avec un montant de remboursement dépassant les 25 mds de centimes pour la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités selon le cas, a précisé dimanche l'ANADE dans son communiqué.

La séance a été marquée par le report pour réexamen de (337) dossiers relatifs à des entreprises toujours en activité qui seront accompagnées par l'ANADE à travers le rééchelonnement de leurs dettes à la faveur de plans de charges pour la relance de leurs activités dans le cadre des conventions signées, se lon le communiqué.

La même source a également fait état de la régularisation définitive de (05) dossiers des promoteurs de micro-entreprises, à travers le paiement de leurs créances auprès des banques et de l'Agence et de (12) dossiers renvoyés à la banque car ne répondant pas aux conditions.

A noter que l'ANADE programme des séances hebdomadaires pour l'examen de pas moins de 500 dossiers par séance.

RELIZANE ANGEM : caravane d'information au profit des porteurs de projets

L'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) a lancé lundi dans la wilaya de Relizane une caravane d'information et de sensibilisation sur la nécessité d'assurer le matériel au profit des porteurs de projets, a-t-on appris auprès de l'antenne de wilaya de ce dispositif d'aide à l'emploi.

La chargée de communication à l'antenne d'ANGEM, Zohra Baha a indiqué, à l'APS, que l'initiative entre dans le cadre de l'application des directives du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, visant à accompagner et à soutenir les jeunes porteurs de projets afin de leur permettre de contribuer à la promotion de l'économie locale et nationale.

Organisée en coordination avec la direction de l'Action sociale et des sociétés d'assurance des secteurs public et privé, l'opération a pour objectif d'informer les jeunes ayant bénéficié de micro-crédits dans le cadre de l'ANGEMf, sur l'importance d'assurer leurs équipements et matériels contre les différents risques pouvant affecter leurs activités.

L'initiative vise également à expliquer les différentes formules d'indemnisation en cas de dégâts, aux propriétaires d'entreprises, tous créneaux confondus, pour reprendre leurs activités, a-t-elle ajouté.

Des conseillers des compagnies d'assurance sont mobilisés pour encadrer des sorties d'information sur le terrain, qui doivent se poursuivre jusqu'au 30 septembre en cours, a révélé la même source, soulignant que cette caravane cible des bénéficiaires de micro-crédits dans les 38 communes de la wilaya, y compris les zones rurales enclavées.

AGRICULTURE 500.000 ha de terres ciblées par l'irrigation d'appoint à l'horizon 2024

Pas moins de 500.000 hectares de terres réservées à la céréaliculture seront ciblées par les irrigation d'appoint à l'horizon 2024 à l'échelle nationale, a-t-on appris lundi du directeur général de l'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage, Nekri Cherif.

L'irrigation d'appoint est une priorité du ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour la filière céréalière, a souligné M.

Nekri, dans son intervention lors d'une rencontre de formation, expliquant que le programme de la feuille de route 2020-2024 vise à l'extension à 500.000 hectares au niveau national des terres cultivées en céréales avec des techniques d'irrigation complémentaire et d'appoint pratiquées dans les zones sahariennes.

Le programme du ministère de l'Agriculture et du Développement rural vise à réaliser une production variant entre 25 et 30 millions de quintaux avec l'utilisation des techniques d'irrigation complémentaire et d'appoint, en plus de celles des terres dépendant de la



pluviométrie, ce qui permettra de réaliser une production céréalière globale variant entre 60 et 70 millions qx, soit 80 pour cent des besoins nationaux.

Pour atteindre ces objectifs, M. Nekri a mis l'accent sur la nécessité de former des cadres du secteur de l'agriculture sur le terrain pour qu'ils se rapprochent

des agriculteurs et les initient au processus d'utilisation de la technique d'irrigation d'appoint.

Il faut accompagner les agriculteurs en leur fournissant des explications sur les modalités d'utilisation des techniques d'irrigation d'appoint et complémentaire, et des engrais nécessaires en termes de qualité

et quantité pour atteindre un rendement de 50 qx/ha, a-t-il déclaré.

Cette rencontre de formation, organisée par l'Institut national des sols, de l'Irrigation et du drainage au profit des cadres du secteur agricole dans la wilaya, a pour objectif de mettre en exergue l'importance de l'irrigation complémentaire pour les céréales et de l'extension des terres irriguées avec cette technique.

Des sessions de formation similaires seront organisées dans d'autres wilayas du nord du pays, a-t-on fait savoir.

Pour rappel, la superficie emblavée en céréales dans la wilaya de Tlemcen, utilisant la technique d'irrigation d'appoint, est estimée à 7 300 hectares, selon les explications fournies.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES CONSOMMATEURS Nécessité de prendre des mesures "urgentes" contre la baisse du pouvoir d'achat

Le président de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), Zaki Hariz a appelé, lundi à Alger, à prendre des mesures "urgentes" contre la baisse du pouvoir d'achat du citoyen.

Invité du forum du quotidien "El Moudjahid", M. Hariz a estimé nécessaire d'adopter des mécanismes "efficaces" pour contrer la baisse du pouvoir d'achat du citoyen et la hausse "sensible" des prix des produits de large consommation.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette baisse du pouvoir d'achat, a déclaré l'intervenant qui en a cité l'absence des mécanismes de contrôle commercial, la dépréciation de la monnaie nationale, l'arrêt des grands projets, la hausse des prix de certaines matières premières dans les bourses internationales, l'augmentation des coûts des transports internationaux et les difficultés rencontrées par le commerce extérieur sur fond de la pandémie du COVID-19. Pour remédier à



cette situation, le président de la FAC a proposé de mettre un terme à la dépendance excessive aux importations, d'encourager la production locale, de réguler efficacement le marché, de traiter le problème du gaspil-

lage et de revoir la politique de subvention directe.

Il a salué, par ailleurs, le contenu du Plan d'action du Gouvernement notamment l'incitation à l'investissement, la numérisation du secteur fiscal, l'accompagnement des jeunes dans l'entrepreneuriat et l'assouplissement des procédures administratives.

Pour sa part, le vice-président de la FAC, Mohamed Labidi a plaidé pour la mise en place d'un "mécanisme d'alerte" permettant au gouvernement d'intervenir très vite pour réguler le marché et partant protéger le pouvoir d'achat du citoyen, aussi bien que le traitement du problème du marché parallèle de devises et la lutte contre la spéculation de certains opérateurs.

Au sujet du marché automobile en manque d'offre, le même intervenant a recommandé d'amender les textes juridiques pour importer les véhicules d'occasion de moins de cinq ans au lieu de trois ans.

AGRICULTURE Lancement d'une caravane de vulgarisation sur la culture du colza

Une caravane de vulgarisation spéciale culture du colza sera lancée demain mardi dans l'objectif d'informer les agriculteurs du nouveau dispositif incitatif mis en place pour le développement de cette filière, a annoncé lundi le ministère de l'Agriculture et du Développement rural dans un communiqué.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la préparation du lancement de la campagne labours semailles du colza 2021-2022 prévue en novembre prochain, a indiqué la même source.

Organisée par l'Institut national de vulgarisation agricole (INVA), la caravane sera menée sous forme de cinq regroupements régio-

naux (Ain Defla, Mila, Guelma, El Oued et à Ouargla) jusqu'au 26 septembre courant.

L'initiative a pour objectif d'informer des agriculteurs du nouveau dispositif incitatif mis en place par le ministère pour encourager la production nationale du colza et de contribuer ainsi à la réduction des importations des huiles.

Le ministère a affirmé qu'après les résultats "prometteurs" obtenus lors de la première expérience lancée en 2020, le premier responsable du secteur, Abdelhamid Hemdani, a mis en place en concertation avec les professionnels, une batterie de mesures à même d'inciter les agriculteurs à

adhérer au nouveau programme visant 30.000 hectares dédiés au colza.

Ce dispositif incitatif contient notamment des primes à la production, à la transformation et à la multiplication ainsi que la mobilisation des intrants au niveau des Coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS), détaille le communiqué.

Les agriculteurs bénéficieront également d'un accompagnement technique assuré par les ingénieurs et techniciens des différents instituts techniques relevant du secteur.

Côté financement, les colzauteurs auront accès au crédit de campagne bonifié R'Fig, souligne encore le communiqué. Ces rencon-

tre régionales seront animées par plusieurs structures administratives en charge de développement de la production agricole au ministère, des spécialistes et techniciens des différentes institutions techniques et offices relevant du secteur, des représentants des professionnels (chambres d'agriculture), la CNMA, PMAT et la BADR.

Cette caravane sera également une occasion pour vulgariser les bonnes pratiques, expliquer les avantages et les enjeux liés au développement de cette culture "stratégique" et échanger avec les professionnels de la filière, ajoute le communiqué.

PÉTROLE

Le baril de Brent progresse à 74,89 dollars

Les prix du pétrole brut regagnaient mardi une partie du terrain cédé la veille, soutenus par le resserrement de la production aux Etats-Unis, la demande chinoise restant un sujet d'inquiétude pour les investisseurs.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 74,89 dollars à Londres, en hausse de 1,31% par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril de WTI pour octobre, dont c'est le dernier jour de cotation, avançait de 1,45% à 71,31 dollars.

Des analystes ont mis en avant les préoccupations croissantes concernant l'offre aux Etats-Unis, où la production reste faible dans le golfe du Mexique à la suite du passage de l'ouragan Ida il y a près d'un mois.

Le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a évoqué lundi dans un com-



munié les échéances du dernier trimestre 2021 et du premier trimestre 2022 pour la reprise de certaines de ses installations.

A date, "environ 60% de la production exploitée par

Shell dans le golfe du Mexique est de nouveau en service", est-il indiqué.

Le Bureau de régulation de l'environnement et de la sécurité (BSEE) a indiqué de son côté lundi que les

plateformes tournaient à près de 82% de capacité.

Mais les investisseurs restaient prudent à la veille du résultat de la réunion de politique monétaire de la Banque centrale américaine (Fed) - qui peut faire bouger le dollar et par réaction les prix du brut - et de la publication par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) de l'état des stocks de brut aux Etats-Unis.

L'inquiétude plane aussi sur la consommation du premier importateur de brut au monde, la Chine, secouée par la situation du promoteur immobilier Evergrande au bord de la faillite.

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar se stabilise face à l'euro, au plus haut en un mois face à la livre

Le dollar se stabilisait lundi face à l'euro, après avoir grimpé à un plus haut en un mois, les investisseurs privilégiant les valeurs refuge avec les inquiétudes sur l'économie mondiale et une possible faillite du géant chinois Evergrande. Vers 18h40 GMT, l'euro grappillait 0,01% à 1,1726 dollar. Quelques instants plus tôt, l'euro avait reculé jusqu'à 1,1705 dollar à son plus bas depuis le 23 août. Face à la livre, le billet vert venait reculer 0,67% à 1,3651 dollar, au plus haut depuis un mois.

"Les devises plus sûres des Etats-Unis, du Japon et de la Suisse ont gonflé tandis que les actions ont plongé sur les marchés mondiaux, préoccupés par la solvabilité d'un des plus grands promoteurs immobiliers chinois", résumait Joe Manimbo de Western Union.

Le bitcoin perdait 8,45% à 43.578 dollars. Cours de lundi Cours de vendredi

	18H40 GMT	21H00 GMT
EUR/USD	1,1726	1,1725
EUR/JPY	128,23	128,90
EUR/CHF	1,0879	1,0932
EUR/GBP	0,8589	0,8533
USD/JPY	109,36	109,93
USD/CHF	0,9279	0,9323
GBP/USD	1,361	1,3741

ROYAUME-UNI
Discussions de crise sur la flambée des prix du gaz

Face à la flambée des prix du gaz, le ministre britannique des Entreprises Kwasi Kwarteng va tenir une série de réunions avec les entreprises de distribution, tandis que le Premier ministre Boris Johnson veut rassurer en qualifiant ces problèmes de "temporaires".

Après consultations dimanche avec le régulateur Ofgem, M. Kwarteng a déclaré sur twitter que des "plans bien rodés" étaient en place pour assurer que les consommateurs ne feraient pas face à des pannes de gaz à l'approche de l'hiver. Le quotidien Financial Times affirme cependant lundi que le secteur des distributeurs de gaz demande la création d'un organisme qui intégrerait les consommateurs potentiellement insolubles, qui étaient jusqu'à présent desservis par des entreprises qui ont récemment fait faillite au Royaume-Uni.

Certains petits fournisseurs de gaz britanniques se retrouvent pris en tenaille entre des prix gaziers qui ont bondi récemment à des records, et des plafonds sur le prix du gaz, en n'ayant pas réussi parfois à se protéger de fluctuations brusques des prix à l'aide de contrats de couverture "hedging".

En s'adressant à plus leurs chaînes de télévision à son arrivée à New York, Boris Johnson a affirmé qu'il y a "beaucoup de problèmes de court terme pas seulement dans notre pays (...) mais autour du monde à cause de l'approvisionnement en gaz et de pénuries de toutes sortes". "Cela est dû à l'économie mondiale qui redémarre après la Covid", a-t-il ajouté, soulignant qu'il faut "s'assurer que les entreprises dont nous avons besoin ne font pas faillite". Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères James Cleverly s'est voulu rassurant sur Sky News, affirmant que le Royaume-Uni était en meilleure position comparé à d'autres pays car il bénéficie d'une production nationale et aussi de l'approvisionnement provenant de "partenaires très fiables comme la Norvège".

Le prix du gaz britannique pour livraison le mois prochain, qui avait atteint mercredi dernier un plus haut historique de 194,94 pence par thermie (une unité de quantité de chaleur), reste en hausse de près de 70% sur un mois à 177 pence par thermie lundi matin.

AGRICULTURE

Chicago : blé, maïs et soja se replient, l'économie et les récoltes à l'honneur

Les cours du blé, du maïs et du soja ont enregistré une nouvelle baisse lundi dans un marché préoccupé par la situation en Chine, le plafond de la dette des Etats-Unis et la perspective de bonnes récoltes.

"Aujourd'hui était ce qu'on appelle une journée macroéconomique", a commenté Jack Scoville, vice-président du courtier Price Futures

Group. "Ce sont les marchés extérieurs qui nous ont mis dedans", a-t-il résumé, se référant à l'ensemble des autres marchés financiers.

Il a constaté sur les marchés agricoles "beaucoup d'inquiétude quant à la situation de l'économie mondiale".

Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en décembre a clôturé à 7,0075 dollars contre 7,0875 dollars

vendredi, en baisse de 1,12%.

Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en décembre a terminé à 5,2175 dollars contre 5,2725 dollars, en repli de 1,04% par rapport à jeudi.

Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en novembre a conclu à 12,6250 dollars contre 12,84 dollars, soit un recul de 1,67%.

ETATS-UNIS

Bataille politique sur le plafond de la dette

La course contre la montre est lancée au Congrès américain, pour trouver un accord sur le plafond de la dette et éviter aux Etats-Unis de faire défaut, ce qui aurait des conséquences graves sur l'économie américaine, mais aussi mondiale.

Le plafond de la dette est le montant de dette à partir duquel le pays ne peut plus émettre de nouveaux emprunts pour se financer, ce qui l'empêche d'honorer ses paiements.

Il diffère du "shutdown", la paralysie

des services de l'Etat fédéral, qui peut survenir lorsque le Congrès n'arrive pas à s'entendre sur le budget avant le 30 septembre. Les deux sujets sont cette année concomitants. Pour éviter le "shutdown", la Chambre des représentants adoptera cette semaine "une loi pour financer le gouvernement jusqu'en décembre", a indiqué lundi, dans un communiqué, la présidente démocrate de la Chambre, Nancy Pelosi. Ce projet de loi prévoit, par ailleurs, de suspendre le plafond de la dette "jusqu'en décembre

2022", a-t-elle précisé. Seul le Congrès a la prérogative de relever ce plafond, et, avec le texte annoncé lundi par Mme Pelosi, les démocrates espèrent se donner du temps, pour rallier ensuite le soutien des républicains.

Ils s'opposent farouchement aux 3,500 milliards de dollars de dépenses sociales voulues par Joe Biden.

Les démocrates envisagent d'ailleurs, pour faire adopter ces mesures, d'utiliser une procédure qui leur permet de se passer des voix républicaines.

DANEMARK

Industrie éolienne: Vestas va fermer trois usines en Europe



Le fabricant d'éoliennes danoises Vestas, numéro un du secteur, a annoncé lundi un programme de restructuration de ses activités européennes, passant par la fermeture de trois usines employant 650 personnes en Allemagne, Espagne et au Danemark.

Le groupe indique dans un communiqué avoir "l'intention de cesser la production dans ses usines de

Lauchhammer en Allemagne, de Viveiro en Espagne et d'Esbjerg au Danemark".

Le constructeur justifie cette annonce par la plus grande intégration de ses activités onshore et offshore, ainsi que le lancement de nouveaux modèles. En Allemagne, 460 emplois sont concernés, 115 en Espagne et 75 au Danemark. Les sites allemand et espa-

gnol doivent être arrêtés d'ici la fin de l'année et le site danois au cours du premier semestre 2022, précise le groupe. Vestas a récemment décidé de renforcer son activité dans l'éolien en mer plutôt que dans son activité historique d'éolien sur terre, une stratégie qui s'est manifestée en octobre 2020 par la prise de contrôle à 100% d'une coentreprise avec Mitsubishi Heavy Industries, MHI Vestas.

L'usine allemande de

Lauchhammer, déjà affectée par une restructuration il y a deux ans, est spécialisée dans l'éolien terrestre, tout comme une partie de l'usine de Viveiro.

Vestas, qui compte parmi ses concurrents des grands groupes comme l'américain GE ou l'allemand Siemens, emploie actuellement 29.000 personnes dans le monde et comptera après ces fermetures encore deux sites à travers l'Europe.

CHARBON

La CJUE condamne Varsovie à une astreinte

La Pologne a été condamnée lundi par la justice européenne à verser une astreinte journalière de 500.000 euros à Bruxelles, jusqu'à l'arrêt d'une mine de charbon dont les effets nocifs pour l'environnement sont dénoncés par la République tchèque voisine.

Le 21 mai dernier, la Cour de justice de l'UE (CJUE) avait, dans une décision rendue en référé (dans l'urgence), ordonné à la Pologne de "cesser immédiatement" l'exploitation de la mine de Turow, voisine de la

République tchèque, à la demande de Prague qui dénonce ses nuisances pour l'environnement sur son territoire.

L'affaire doit être examinée plus tard sur le fond.

Le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki avait averti que Varsovie garderait ouverte la mine, estimant qu'une fermeture "pourrait mettre en danger l'approvisionnement en énergie de la Pologne".

ALGER

Un mort et deux blessés dans un accident à Ain Naadja

Un ouvrier d'un chantier a trouvé la mort électrocuté et deux autres personnes ont été blessées lorsqu'un camion a heurté un poteau électrique au niveau de l'autoroute de Ain Naadja (Alger), provoquant la chute de câbles électriques, a-t-on appris de la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger.

Vers 14:30, ce lundi, un accident de la circulation s'est produit sur l'autoroute de Ain Naadja, après qu'un camion a heurté un poteau électrique, causant la chute de câbles électriques", a affirmé à la presse le chargé de la cellule de Communication de la direction, le lieutenant Khaled Benkhalfallah.

"Cet accident a causé la mort sur le coup d'un ouvrier dans un chantier, âgé de 69 ans, tandis qu'un autre sexagénaire a subi des brûlures dans différentes parties de son corps et a été transporté vers l'hôpital de Douera par les agents de la Protection civile".

Le chauffeur du camion a subi, quant à lui, des blessures plus ou moins graves et a été évacué vers l'hôpital Salim Zmirli d'El Harrach, selon la même source qui ajoute que des unités de la Protection civile de Kouba et de Ain Naadja sont intervenues dans cet accident, en sus de l'Unité principale.

MILA

Un mort et 14 blessés dans un accident de la circulation sur l'autoroute Est-Ouest

Une (1) personne (28 ans) est décédée et quatorze (14) autres ont été blessées suite au dérapage d'un camion remorque qui est entré en collision avec un bus de transport de voyageurs sur l'autoroute Est-Ouest, dans la commune de Tadjenanet (Mila), a-t-on appris dimanche auprès de la direction de la Protection civile (DPC).

Soutenus par les sapeurs pompiers des unités secondaires de Tadjenanet et de Chelghoum Laid, les éléments du poste de secours routier de ce corps constitué sont intervenus suite à cet accident qui s'est produit sur le point kilométrique 123 à destination de la wilaya de Sétif, a précisé la même source.

L'accident a causé la mort sur le coup d'une personne percutée par le camion qui a dérapé ainsi que des blessures de divers degrés à quatorze (14) autres individus (neuf de sexe masculin et cinq de sexe féminin), a souligné la même source, précisant que les blessés qui étaient à bord du bus de transport de voyageurs assurant la liaison entre Souk Ahras et Alger sont âgés entre 9 et 70 ans.

Le corps sans vie de la victime a été acheminé par les mêmes services vers la morgue de l'établissement hospitalier de la localité de Chelghoum Laid, a-t-on indiqué.

La même source a encore fait savoir que les blessés ont été pris en charge sur les lieux avant d'être transférés vers les services des urgences médicales des communes de Tadjenanet et Sétif pour bénéficier des soins nécessaires.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame.

CLIMAT

L'Algérie enregistre 12 nouveaux records de température en août dernier (Météo Algérie)

Douze (12) nouveaux records nationaux de température, allant de 44c à 48c degrés, ont été relevés durant la période du 9 au 15 août dernier, sur le nord du pays, a indiqué l'Office national de la météorologie (ONM).

"Pour l'année 2021, une vague de chaleur intense a intéressé pendant une semaine le nord de l'Algérie durant la période du 9 au 15 août où l'on a enregistré 12 nouveaux records nationaux de température maximale", a indiqué à l'APS, M. Salah Sahabi-Abed, directeur de l'Exploitation météorologique et de la Climatologie à l'ONM.

Il a précisé que ces nouveaux records ont concerné El-Tarf avec +49,1 degrés Celsius, Mascara (+48,8), Sidi-Bel-Abbès (+45,6) et Saida (+44,1). Il a fait savoir que "la vague de chaleur observée cette année a plutôt intéressé les wilayas du Nord de l'Algérie, contrairement à l'année 2018 où elle a concerné les wilayas du Sud", considérant ce phénomène comme "l'une des caractéristiques du dérèglement climatique dont les effets demeurent parfois imprévus". M. Sahabi-Abed, également expert de l'Organisation mondiale de la météorologie, et membre de la Commission de la météo, du climat, de l'eau, et des services et applications environnementaux associés (SERCOM), a rappelé que "le réseau d'observation de l'ONM a enregistré durant la seule période du 5 au 6 juillet 2018 cinq (05) nouveaux records de température maximale absolue relevés sur cinq wilayas".

Il a indiqué que, durant cette période, il a été enregistré +49,7°C à El-Oued, +49,5°C à Touggourt, +47,4°C à Ghardaïa et +44,8°C à Bechar, et +51,3°C à Ouargla qui est "un record pour l'Algérie et pour tout le continent africain".



L'expert a, cependant, souligné que "la dernière décennie (2011-2019) a été nettement plus chaude, où les températures minimales et maximales annuelles ont été en moyenne plus chaudes que celles des normales des deux périodes 1961-1990 et 1981-2010 et ce, sur la majeure partie du pays".

En place de ce système aussitôt que possible".

Nécessité d'un système de vigie sanitaire adapté pour la chaleur extrême

Concernant les projections futures du climat sur l'Algérie, M. Sahabi-Abed a indiqué qu'"elles montrent que les saisons chaudes continueront à s'étendre au-delà des périodes estivales au cours des prochaines années et la gestion des vagues de chaleur sera par conséquent de plus en plus complexe", mettant, à cet égard, l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre "un système de vigie sanitaire adapté pour la chaleur extrême et répondant aux défis changeants du climat".

Il a ajouté, dans le même contexte, que "les services sanitaires vont devoir coordonner avec les services météorologiques pour la mise

en place de ce système aussitôt que possible".

Abordant les événements climatiques et météorologiques extrêmes, comme les fortes précipitations, le vent fort, les orages, la canicule, les vagues de froid et le vent de sable et les neiges et verglas, l'expert a indiqué que ces derniers "interagissent avec les personnes vulnérables et exposées".

"Ces risques seront diversifiés et seront notamment posés pour la société en raison de leurs impacts sur la santé, la sécurité alimentaire et l'eau, l'économie, la biodiversité et l'écosystème", a-t-il expliqué, relevant, à cet effet, que "les décideurs sont appelés plus que jamais à prendre des mesures adéquates pour non seulement réduire les effets négatifs de ce changement climatique mais également de développer des stratégies pour y faire face".

Implication de la société civile, des associations et des acteurs locaux

"Anticiper les catastrophes et développer la culture des risques climatiques et météorologiques au sein des pouvoirs publics et les popula-

tions devront faire l'objet d'un plan stratégique à mettre en œuvre en urgence", a-t-il préconisé, en soulignant le "rôle important" des élus et les autorités locales à jouer dans le "proche avenir" afin d'atténuer les effets négatifs du changement climatique.

"Avec la recrudescence des risques d'inondations, de départs de feux de forêts, la sécheresse, la rareté de l'eau et les vagues de chaleur de grande envergure, la mission des responsables locaux ne se limitera par conséquent plus à la gestion des affaires courantes des populations", a fait savoir M. Sahabi-Abed.

Il a estimé, à ce propos, que "la nécessité de disposer des compétences adéquates pour mettre en œuvre les moyens et les structures nécessaires pour anticiper la menace, ainsi que le savoir-faire dans la gestion des catastrophes de grande ampleur, constitueront un défi majeur pour nos futurs responsables locaux", insistait sur "la nécessité d'investir dans la formation de ces derniers dans la gestion des crises météorologiques et climatiques".

Pour pallier au problème des catastrophes naturelles météorologiques, l'expert recommande, notamment, de "mettre en place des systèmes d'alertes précoces conçus de manière à pouvoir apporter une réponse appropriée au sein de la population exposée, intégrant toutes les composantes de la société", ainsi que "l'implication de la société civile, des associations et des acteurs locaux pour une gestion plus efficace de l'alerte et de l'information de crise lors des catastrophes météorologiques".

TIPASA - INTEMPÉRIES

Fermeture de l'autoroute Bou Ismail- Zeralda

Les chutes de pluies enregistrées mardi, à Tipasa, ont causé la fermeture provisoire de l'autoroute Bou Ismail (Tipasa)- Zeralda (Alger), jusqu'à pompage complet des eaux et dégagement des regards obstrués, a-t-on appris auprès du directeur des travaux publics de la wilaya.

Une décision a été prise aux environs de 10H00 de la matinée, pour la fermeture provisoire de l'autoroute Tipasa-Alger, suite à l'obstruction des regards à son niveau, à cause des déchets des surfaces agricoles avoisinantes et de l'accumulation des ordures qui ont bouché les

regards, a indiqué, à l'APS, Mohamed Bouazgui.

Les usagers de cette route de et vers Tipasa, ont été déviés vers l'échangeur - Est de la ville de Bou Ismail, pour ensuite prendre la RN11, en passant par Fouka marine, puis Daouda marine, avant de rejoindre de nouveau l'autoroute de Zeralda pour ceux qui se dirigent vers Alger, ou prendre la pénétrente de Khemisti, pour ceux qui veulent rejoindre Tipasa.

M.Bouazgui a signalé la mobilisation actuellement des agents de la direction des travaux publics, de l'entreprise

Nadhafa Tipasa et de la SEAL de Tipasa, sur le terrain, pour dégager les regards obstrués. A noter qu'un bulletin météorologique spécial (BMS), de niveau de vigilance orange, a été émis par l'Office national de la météorologie (ONM), prévoyant de fortes pluies, parfois sous forme d'averses orageuses et accompagnées localement de chutes de grêle.

Outre Tipasa, ces fortes pluies pouvant atteindre ou dépasser localement les 40 mm, toucheront, également, Chlef, Ain Defla, Alger, Blida, Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bejaïa, Jijel, Skikda, Bouira et Médéa.

TIPASA

Près de 8.500 enfants pour la première fois sur les bancs des écoles

Quelque 8.349 enfants rejoindront, demain mardi, les bancs des écoles pour la première fois à Tipasa, dans le cadre de l'enseignement préparatoire pour l'année scolaire 2021/2022, a-t-on appris lundi, auprès de la direction de l'éducation nationale de la wilaya. Toutes les dispositions ont été prises pour assurer le bon déroulement de cette rentrée pour tous les élèves, tous cycles confondus, dont 8.349 nouveaux inscrits, a ajouté la même source.

Les élèves des classes préparatoires ont été répartis sur 281 groupes, avec une moyenne de 30 élèves par groupe, et une hausse de l'ordre de 829 élèves comparativement à l'année dernière. Selon les chiffres fournis par la

même source, quelque 191.323 élèves repartis sur 5.906 groupes pédagogiques (soit une moyenne de 33 élèves par groupe) rejoindront les bancs des écoles à Tipasa, demain mardi. La wilaya a enregistré une hausse de l'ordre de 7.995 nouveaux élèves comparativement à l'année scolaire 2020/2021.

Détaillant ces chiffres, la même source a fait cas de 98.844 élèves repartis sur 3.086 groupes (soit une moyenne de 32 élèves par groupe) dans le cycle primaire, contre 64.579 dans le cycle moyen, et 27.900 élèves dans le cycle secondaire.

Au volet restauration, la direction de l'éducation de Tipasa a assuré la garantie de cette prestation au niveau de 313 établissements

scolaires offrant des repas chauds, et de 72 autres offrant des repas froids.

Cette nouvelle rentrée scolaire 2021/2022, à Tipasa, verra, par ailleurs, la réception de cinq nouvelles structures, dont un lycée et un CEM.

Au titre des préparatifs de cette nouvelle rentrée, le wali de Tipasa avait tenu, durant ces dernières semaines, plusieurs rencontres avec les directions et services concernés, dont la direction de l'éducation nationale.

Durant ces rencontres, le wali a particulièrement insisté, sur l'impératif de mobilisation de tous les moyens pour assurer des repas chauds aux élèves durant le premier jour de la rentrée, au même titre que l'eau

potable à l'intérieur de l'établissement, grâce à des citernes d'eau, outre l'entrée en activité des bus de transport scolaire, dès le premier jour de la rentrée.

Ces rencontres ont, également, abordé la prime scolaire et la nécessité d'application du protocole sanitaire préventif contre la Covid-19, à l'intérieur des établissements et des classes, outre le suivi rigoureux de la campagne de vaccination des staffs éducatif et administratif, et l'entame durant la première semaine de la rentrée, du recensement des élèves atteints de myopie ou de déficience auditive, ou tout autre problème de santé, en vue de leur prise en charge médicale.

AUSTRALIE

Balles en caoutchouc pour disperser des anti-vaccins à Melbourne

La police anti-émeute de Melbourne dans le Sud-Est de l'Australie a fait usage de gaz poivre et de balles en caoutchouc pour disperser une violente manifestation d'opposants à l'obligation de la vaccination anti-Covid pour les ouvriers de la construction alors que la plupart des chantiers ont été abruptement fermés dans la ville.

Au moins trois policiers ont été blessés et plus de 40 personnes interpellées, selon Shane Patton, chef de la police de l'Etat de Victoria, dont Melbourne est la capitale.

Quelque 500 policiers avaient été déployés.

Plusieurs journalistes ont été agressés. Plus d'un millier de manifestants en chaussures et vestes de chantier ont investi le centre de la deuxième plus grande ville australienne, lançant des fusées éclairantes, jetant des bouteilles et attaquant des voitures de police en scandant des slogans contre les vaccins et le confinement.

Des heures durant, les opposants à la vaccination obligatoire sur les chantiers ont fait face à la police sans tenir compte des appels lancés par haut-parleur à quitter les lieux. Il s'agissait de la deuxième manifestation du genre en deux jours, après celle d'une centaine d'ouvriers des chantiers de construction lundi qui ont brisé des vitres dans le centre de Melbourne.



Mi-septembre plus de 200 arrestations avaient été effectuées et des policiers blessés lors de violents affrontements avec des manifestants opposés au confinement.

Melbourne est placé en confinement strict depuis sept semaines pour tenter de juguler la progression rapide du variant Delta du coronavirus. Mais des foyers de contamination ont été identifiés sur des chantiers de construction où le respect des règles est plus

laxiste, selon les autorités. Elles ont décidé mardi de fermer quasiment tous les chantiers de construction de la ville pour deux semaines, en raison du non respect des règles anti-Covid par les ouvriers y travaillant et après des manifestations de protestation contre de nouvelles règles plus strictes.

"Nous avons été clairs: si vous ne respectez pas les règles, nous n'hésitons pas à prendre des mesures", a affirmé Tim Pallas, ministre

des Relations industrielles de l'Etat de Victoria, en annonçant la décision des autorités de fermer les chantiers.

"Nous avons averti l'industrie (du bâtiment) il y a une semaine, nous avons vu des comportements scandaleux sur les chantiers et dans les rues, et donc nous agissons de manière décisive et sans hésitation", a-t-il affirmé. La fermeture administrative des chantiers met des dizaines de milliers d'ouvriers au chômage technique. Des appels à manifester en tenue de travail avaient été lancés sur les réseaux sociaux où fleurissent les théories conspirationnistes anti-vaccins. Des manifestants qui brandissaient des drapeaux marqués "Trump", du nom de l'ex-président américain Donald Trump, ont brièvement occupé un pont sur l'une des principales artères de la ville. Le patron du syndicat local de la construction, John Setka, a vivement dénoncé le comportement des manifestants les plus violents.

NIGÉRIA

Le choléra a causé la mort de plus de 2.300 personnes en 2021

L'épidémie de choléra a causé la mort de plus de 2.300 personnes au Nigeria depuis le début de l'année 2021, notamment parmi les enfants, a déclaré, lundi, un responsable nigérian de la santé.

Le responsable de la communication du Centre nigérian de contrôle des maladies (NCDC), Yahya Disu, a indiqué qu'"au 5 septembre 2021, un total de

69.925 cas suspects, dont 2.323 décès, ont été signalés". Des cas ont été signalés dans 25 des 36 Etats du Nigeria et dans la capitale, Abuja, a-t-il précisé, ajoutant que les enfants âgés de cinq à quatorze ans sont les plus touchés.

D'après M.

Disu, les fortes inondations, le manque d'hygiène et le changement climatique pourraient être à l'origine

de l'aggravation de choléra dans le pays cette année.

Le Nigeria avait connu de grandes vagues de choléra, plus précisément, en 1991, 2010, 2014 et 2017.

Toutefois, selon les projections du NCDC, l'épidémie actuelle risquerait de dépasser les précédentes en nombre de décès, même si elle a commencé à régresser.

FRANCE

Sauvetage en Manche de 108 migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre

Cent-huit migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre en bateau ont été secourus lundi au large du détroit du Pas-de-Calais, sur les côtes françaises, ont indiqué les autorités maritimes dans un communiqué.

Vingt-deux migrants ont d'abord été récupérés sur une embarcation au large de Bray-Dunes (Nord), et déposés au port de Dunkerque où ils ont été pris en charge par la police aux frontières et les pompiers.

En parallèle, les services de secours en mer sont informés qu'une embarcation se trouve en difficulté au large de la digue du Braek" et engage alors un canot de la société nationale de sauvetage en mer. Une fois sur zone, "il récupère 20 naufragés et les dépose au port de Dunkerque".

Plus tard, les secours sont mis en relation avec des naufragés demandant assistance au large de Leffrinckoucke: 39

naufragés ont été récupérés par un patrouilleur des douanes et déposés au port de Dunkerque. Ils sont ensuite contacté par le navire-citerne Baixas Knutsen qui fait état d'une embarcation au large du Pas-de-Calais: 27 naufragés ont été récupérés et déposés au port de Calais.

Depuis la fin 2018, les traversées illégales de la Manche par des migrants cherchant à gagner le Royaume-Uni se multiplient malgré les mises

en garde répétées des autorités qui soulignent le danger lié à la densité du trafic, aux forts courants et à la basse température de l'eau.

Selon les autorités, 15.400 migrants ont tenté la traversée entre le 1er janvier et le 31 août, dont 3.500 ont été "récupérés en difficulté" dans le détroit et ramenés sur les côtes françaises. En 2020, 9.500 personnes avaient tenté la traversée, contre 2.300 en 2019 et 600 en 2018.

ESPAGNE

Eruption aux Canaries : 6.000 personnes évacuées au total

L'ouverture d'une nouvelle bouche éruptive au niveau du volcan Cumbre Vieja, entré en éruption dimanche sur l'île espagnole de La Palma aux Canaries, a entraîné, lundi soir, l'évacuation de 500 riverains supplémentaires, portant à 6.000 le nombre total de personnes forcées de quitter leur logement.

"L'apparition d'une nouvelle bouche éruptive" dans la zone de Tacande sur la commune d'El Paso a entraîné l'évacuation des habitants", a tweeté le service des secours d'urgence de l'archipel lundi

soir. "Quelque 500 personnes" ont ainsi dû abandonner leur domicile dans la nuit, a confirmé aux médias mardi matin Lorena Hernandez Labrador, conseillère municipale à Los Llanos de Aridane, village voisin très touché par les coulées de lave.

L'ouverture de cette bouche éruptive est intervenue après un nouveau séisme d'une magnitude de 4,1, enregistré à 21h selon l'Institut volcanologique des Canaries (Involcan).

Les images de l'AFPTV montraient des

files de voitures évacuant dans la nuit.

Les coulées de lave crachées par le volcan Cumbre Vieja, dont la vitesse a ralenti, n'avaient pas encore atteint mardi matin l'océan alors que, selon de premières prévisions, elles auraient dû arriver sur la côte dans la soirée de lundi.

Le Cumbre Vieja crache des colonnes de fumées atteignant plusieurs centaines de mètres de haut et entre 8.000 et 10.500 tonnes de dioxyde de soufre par jour, selon l'Involcan, mais malgré cela, l'espace aérien n'a pas été fermé.

INDE

Saisie de trois tonnes d'héroïne en provenance d'Afghanistan

Près de trois tonnes d'héroïne en provenance d'Afghanistan, d'une valeur estimée à 2,7 milliards de dollars, ont été saisies dans un port de l'ouest de l'Inde, indique-t-on lundi de source officielle. La cargaison d'héroïne était dissimulée dans deux conteneurs censés contenir du talc.

Elle a été découverte par une agence gouvernementale spécialisée dans la lutte contre la contrebande, le trafic d'armes et de drogue (DRI), dans le port de Mundra (Etat du Gujarat).

Deux Indiens ont été arrêtés.

Les deux conteneurs - l'un avec près de deux tonnes d'héroïne et l'autre, une tonne - arrivaient en provenance d'Afghanistan, via un port situé en Iran, a indiqué le DRI.

La cargaison a été évaluée à 200 milliards de roupies (2,7 milliards de dollars).

L'enquête a révélé l'implication d'Afghans, mais aucun n'a été arrêté, selon le DRI.

L'Afghanistan est le plus gros producteur mondial d'héroïne, approvisionnant 80 à 90 % du marché dans le monde.

La production d'héroïne y a fortement augmenté ces dernières années, constituant une source de financement pour les talibans qui sont revenus au pouvoir en août.

RÉFUGIÉS POLITIQUES Les Etats-Unis accueilleront 125.000 réfugiés en 2022

Les Etats-Unis accueilleront 125.000 réfugiés en 2022, le double par rapport à cette année, pour "répondre aux besoins générés par les crises humanitaires dans le monde", a annoncé lundi le département d'Etat américain.

M. Biden avait créé une mini-polémique en avril en refusant d'augmenter le plafond - historiquement bas - de 15.000 réfugiés décidé par son prédécesseur, Donald Trump. Le milliardaire républicain avait fait de la lutte contre l'immigration, légale comme illégale, un des marqueurs de sa présidence. Face aux critiques de son camp démocrate, M. Biden avait relevé en mai ce plafond à 62.500 personnes pouvant s'installer sur le territoire avec le statut de réfugié en 2021.

Il tient ainsi une promesse de campagne en doublant ce chiffre pour l'année fiscale 2022, qui commence le 1er octobre, la première année fiscale complète de sa présidence.

Le programme ne concerne que des réfugiés sélectionnés après plusieurs années d'examen de leurs dossiers par les agences de sécurité et de renseignement américaines dans les camps de l'ONU à travers le monde pour être réinstallés aux Etats-Unis, essentiellement parmi les plus vulnérables comme les personnes âgées, les veuves et les handicapés.

MIGRANTS Libye: 134 migrants clandestins secourus au large de la côte ouest (HCR)

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé mardi que 134 migrants illégaux ont été secourus au large de la côte ouest de la Libye. "La nuit dernière, 134 personnes ont débarqué au port de la raffinerie de pétrole Azzawiya après avoir été sauvées ou interceptées en mer", a tweeté l'Agence onusienne en charge des réfugiés, affirmant qu'elle-même ainsi que le Comité de secours international (COSI) étaient présents sur le site pour apporter une assistance urgente aux survivants.

La Libye ne constitue pas "un port sûr pour le retour des réfugiés et des migrants", a-t-elle ajouté. Plus de 24.420 migrants clandestins, dont des femmes et des enfants, ont été secourus depuis le début de cette année, tandis que des centaines d'autres ont été portés disparus au large des côtes libyennes sur la route de la Méditerranée centrale, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

LUTTE CONTRE LE CANCER Nécessité d'accéder aux thérapies innovantes (expert)



L'économiste de la santé, Ahcène Zehnat, a insisté lundi sur le nécessaire accès aux thérapies innovantes dans le traitement du cancer compte tenu de leur efficacité et de leur impact positif sur l'économie nationale.

L'expert de la santé, également maître de recherche au Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD), a précisé que l'expérience des pays avancés en matière de prise en charge des malades souffrant de cancers, notamment du sein et du poumon, par des thérapies innovantes a démontré l'impact positif de celles-ci sur la santé et l'économie nationale.

Les autorités sanitaires ont enregistré plusieurs médicaments innovants destinés au traitement des malades souffrant des cancers du sein et du poumon, les plus répandus en Algérie ces dernières années, a-t-il fait savoir, soulignant que les pays d'Afrique du nord "comptent parmi les pays méditerranéens qui utilisent le moins de thérapies innovantes".

Parmi les entraves rencontrées par le secteur de la santé en Algérie en matière d'accès aux médicaments innovants, l'économiste de la santé a cité les délais d'enregistrement jugés "trop longs", notant que "certains médicaments innovants enregistrés en 2017 n'ont été disponibles qu'en 2021".

Selon ce chercheur, parmi les quatre (4) innovations thérapeutiques enregistrées dans la prise en charge du cancer du sein, seule une (1) est disponible, et parmi les cinq (5) thérapies innovantes dédiées au cancer du poumon, seules trois (3) sont disponibles, privant ainsi les malades de ces médicaments dont les études ont prouvé l'efficacité et l'impact positif sur l'économie nationale.

Ces innovations thérapeutiques réduisent la durée et les frais d'hospitalisations et améliorent la qualité de vie, a affirmé l'expert, précisant qu'elles réduisent aussi le nombre de décès de 15%.

Ces thérapies innovantes sont à même de réduire la durée et les coûts d'hospitalisation, améliorer la qualité de vie et diminuer le taux de mortalité à 15%, a mis en avant le spécialiste.

Il a mis l'accent, en outre, sur l'importance de réviser les lois en vigueur relatives au financement et à l'approvisionnement et encourager les contrats directs relatifs aux médicaments innovants, entre les autorités et les compagnies pharmaceutiques mondiales.

Dr Ahcène Zehnat a insisté également sur la révision du mode d'élaboration des appels d'offres et l'optimisation de l'utilisation du fonds de lutte contre le cancer en facilitant ses conditions d'exploitation, appelant à assurer certains médicaments destinés aux cancéreux dans les agences pharmaceutiques privées et conclure une convention entre le secteur de la santé et la sécurité sociale susceptible d'améliorer les prestations de service.

Il a appelé aussi à l'introduction de nouvelles techniques de diagnostic ainsi qu'à la unification et la numérisation des données du fichier national du cancer.

D'après le plan national de cancer, il existe cinq (05) types de cancer avec un taux de prévalence plus élevé, à savoir le cancer du sein pour les femmes, des poumons pour les hommes, le cancer colorectal, du système digestif et de la vessie pour les deux sexes.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

182 nouveaux cas, 150 guérisons et 16 décès

Cent quatre-vingt-deux (182) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 150 guérisons et 16 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 201.948, celui des décès à 5.725 cas, alors que le nombre de

patients guéris est passé à 138.227 cas. Par ailleurs, 23 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 24 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 17 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 7 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Plus de 80.000 employés de l'Education vaccinés à ce jour

L'opération de vaccination des personnels de l'Education nationale contre la Covid-19 a abouti, jusqu'à dimanche, à la vaccination de plus de 80.000 employés, fonctionnaires et enseignants, soit près de 11% des 740.000 fonctionnaires que compte le secteur, a fait savoir le Directeur de soutien aux activités culturelles, sportives et de l'Action sociale au ministère de l'Education nationale, Abdelouahab Khoulalane.

Dans une déclaration lundi à l'APS, M.

Khoulalane a indiqué que l'opération de vaccination se déroule dans "des conditions normales et avance à un rythme très encourageant", notamment que tous les employés ont regagné leurs postes en prévision de la nouvelle rentrée scolaire prévue mardi.

Il s'est dit "confiant" en le parachèvement "dans les prochains jours" de la vac-



nation de l'ensemble du personnel en vue "d'assurer une année scolaire sûre dans le cadre du respect des mesures préventives contre la propagation du Covid-19 du protocole sanitaire mis en place par le secteur".

Réitérant son appel en direction du personnel de l'Education nationale à l'effet de "faire montre de sens de responsabilité" en se faisant

vacciner, M. Khoulalane a rappelé, à cet égard, que des médecins allaient se déplacer, dès demain mardi, vers les établissements éducatifs afin que tout le monde puisse recevoir le vaccin.

Lors d'une conférence nationale tenue samedi dernier par visioconférence, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed a insisté sur "la

poursuite de l'opération de vaccination au profit du personnel de l'Education", ajoutant qu'"après consultation du Premier ministre, et coordination avec le ministère de la santé, il a été décidé du déplacement des médecins, au niveau des établissements scolaires.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait insisté lors du dernier Conseil des ministres sur "l'impératif" de "vacciner tout le personnel du secteur de l'Education nationale avant la rentrée scolaire.

Il est à noter que la cartographie de vaccination propre au secteur et qui a été élaborée en coordination avec le ministère de la Santé, comprend toutes les 1.433 unités de dépistage existantes au niveau national, 41 centres de médecine du travail et 16 centres médicaux des œuvres sociales des travailleurs de l'éducation.

UNITÉ DE TRAITEMENT D'ALZHEIMER DE BLIDA

Ou comment apprendre à vivre avec la maladie

L'unité de traitement d'Alzheimer de Blida, unique du genre en Algérie, assure une prise en charge psycho-médicale au profit de toutes les personnes qui la sollicitent de différentes wilayas du pays, en vue de leur apprendre à vivre avec la maladie et d'en éviter les complications, a indiqué la responsable de cette structure, le Pr. Souhila Amalou.

"Si le rétablissement des personnes atteintes d'Alzheimer est quasiment impossible, du fait qu'il s'agit d'une maladie qui touche les cellules nerveuses du cerveau qui sont également affectées par le vieillissement, il n'en demeure pas moins que cette unité leur assure une prise en charge psycho-médicale de nature à leur éviter une dégradation de leur état, tout en les aidant à s'adapter avec leur nouveau mode de vie", a déclaré, à l'APS, la Pr.

Amalou, à la veille de la célébration de la Journée mondiale de la maladie d'Alzheimer (21 septembre).

Elle a fait cas de l'accueil, par cette unité abritée par le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Franz Fanon de Blida, d'une moyenne de dix malades/Jour, dont sept à un stade avancé de la maladie, "ce qui rend leur traitement impossible", a-t-elle déploré.

S'appuyant sur sa longue expérience dans le domaine, la neurologue a relevé que l'âge des personnes atteintes d'Alzheimer, en majorité des femmes, se situe entre 65 et 85 ans.

Elle a particulièrement déploré le fait que la grande partie des malades accueillis par l'unité, en compagnie de leurs familles, "ne répondent plus au traitement". Cet état de fait a amené la Pr. Souhila Amalou à lancé un appel en direction de toute personne observant des "symptômes ou comportements inhabituels chez ses parents, ou n'im-

porte quel membre de sa famille, même s'ils sont anodins, de se rapprocher dans les plus brefs délais des services compétents, pour un diagnostic précoce de la maladie et sa prise en charge médicale", a-t-elle recommandé.

Elle a cité parmi les symptômes annonciateurs d'un début d'atteinte par cette maladie, la perte de la capacité d'exprimer verbalement une pensée, la difficulté d'accomplissement d'activités habituelles et l'oubli d'événements récents, en plus d'un comportement nerveux et de l'irritabilité injustifiée.

En l'absence d'une prise en charge médicale précoce, l'état du malade se détériore et devient une source d'inquiétude pour ses proches, a ajouté la même responsable, citant en cause l'apparition de troubles du comportement, des difficultés à se rappeler certaines choses (son adresse, son numéro de téléphone), à reconnaître les personnes et à communiquer avec ses proches notamment.

La stimulation mnémotique, important moyen de traitement

Explicitant le protocole médical de prise en charge de cette maladie, assurée par un staff médical spécialisé en psychologie et psychiatrie, le Pr. Oumalou a indiqué que celui-ci (protocole) se base sur un traitement médical portant sur la prescription d'antidépresseurs et anxiolytiques, entre autres, qui seront soutenus par la stimulation mnémotique, qui est une importante étape du traitement.

Selon la praticienne, cette méthode de traitement consiste à répartir les malades en groupes pour des jeux de mémorisation et l'exercice d'activités diverses pour stimuler la mémoire, dont les jeux d'échecs et le dessin.

Un intérêt particulier est, également, conféré, par les responsables de cette

unité pour l'accompagnement des proches des malades pour les aider à s'adapter à leur nouvelle situation et ce à travers l'organisation de rencontres régulières à leur profit, avec les psychologues de l'unité.

Le Pr. Amalou a particulièrement insisté sur l'importance de la présence des familles, comme étant le plus important facteur pour la stabilisation de l'état du malade d'Alzheimer, qu'il ne faut pas laisser seul pour de longues périodes, tout en évitant de l'irriter et de faire pression sur lui, s'il n'arrive pas à se souvenir d'un événement quelconque, ou à accomplir ses tâches habituelles. Elle a, également, recommandé aux familles des malades d'Alzheimer de ne pas perturber leur routine et d'éviter le désordre à la maison, tout en les chargeant de tâches simples à accomplir, de nature à susciter chez eux un sentiment de satisfaction et de réduire leur sentiment de mélancolie. Au titre des efforts visant à assurer une prise en charge idoine du plus grand nombre possible des personnes atteintes d'Alzheimer de tout le pays, qui sollicitent cette unité de Blida, le Pr. Amalou a souhaité l'achèvement d'équipement de cette structure avec le matériel nécessaire, dans les plus brefs délais, notamment concernant la salle de rééducation fonctionnelle, dont beaucoup de patients ont grand besoin, a-t-elle assuré.

Près de 200.000 cas d'Alzheimer ont été recensés, à l'échelle nationale, en 2018. Un chiffre qui a doublé durant ces deux dernières années, a révélé le Pr. Souhila Amalou, estimant que cette situation requiert la mobilisation de différents moyens matériels et humains pour la prise en charge de cette catégorie.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

ETATS UNIS

Le Covid a tué plus d'Américains que la grippe espagnole

Le Covid-19 a désormais tué davantage d'Américains que la grippe espagnole en 1918-19, selon les données publiées lundi par l'université Johns Hopkins, qui fait référence en la matière.

Plus de 675.700 personnes contaminées par le nouveau coronavirus sont décédées aux Etats-Unis, selon le dernier bilan de l'institut lundi en fin d'après-midi.

Or, d'après des historiens et les Centres de prévention et de lutte contre les maladies, la principale agence sanitaire des Etats-Unis, la grippe espagnole a tué au moins 50 millions de personnes dans le

monde, dont 675.000 aux Etats-Unis. La grippe espagnole, au moins en valeur absolue, a donc perdu lundi son titre de pandémie la plus grave de l'histoire récente des Etats-Unis.

Mais, contrairement au Covid-19, cette pandémie a été particulièrement meurtrière dans des classes d'âge censées être en bonne santé, dont les moins de 5 ans et les personnes âgées de 20 à 40 ans.

VACCINS

Le Vietnam va acheter 10 millions de doses du vaccin cubain Abdala

Le Vietnam et Cuba se sont mis d'accord lundi sur l'achat par le pays asiatique de 10 millions de doses du vaccin cubain contre le coronavirus Abdala, dont il vient d'approuver l'utilisation en urgence.

"Ce matin, un accord a été signé pour la fourniture et la distribution du

vaccin Abdala au peuple vietnamien", a déclaré aux médias cubains Marta Ayala, directrice du Centre d'ingénierie génétique et biotechnologique (CIGB), qui a mis au point ce vaccin.

Ce premier accord porte sur cinq millions de doses mais le gouvernement vietnamien a déjà émis une

résolution autorisant l'achat de 10 millions de doses d'Abdala, ont rapporté les médias cubains.

Cet accord survient à l'occasion de la visite officielle de trois jours du président vietnamien Nguyen Xuan Phuc, qui conclut lundi.

GRÈCE

Une troisième dose de vaccin recommandée pour les personnes de plus de 60 ans

Les autorités sanitaires grecs ont recommandé lundi l'injection d'une troisième dose de vaccin aux personnes âgées de plus de 60 ans, aux résidents des maisons de retraite et au personnel soignant pour mieux protéger ces catégories face à une éventuelle expansion du Covid-19 les mois prochains.

"La plateforme électronique pour prendre des rendez-vous pour la troisième dose de vaccin pour ces catégories va ouvrir le 30 septembre", a indiqué Marios Themistokleous, secrétaire général de la santé lors d'une conférence de presse. Il a

souligné que "la troisième dose n'était pas obligatoire mais elle est recommandée après six mois de l'accomplissement de la vaccination" pour ces catégories.

La semaine dernière, la Grèce a commencé à administrer la troisième dose de vaccin pour les personnes au système immunitaire affaibli. La vaccination est obligatoire en Grèce pour les personnels soignants et les employés des institutions pour personnes âgées et handicapées, sous peine d'être mis au chômage technique.

"Les données épidémiologiques du pays ont été prises

en compte pour décider la recommandation de la troisième dose", a indiqué Maria Theodoridou, présidente de la commission nationale de vaccinations.

Selon Maria Theodoridou, les personnes de plus de 60 ans sont plus vulnérables vu "le pourcentage élevé de patients infectés dans les unités d'urgence de cette catégorie, soit 59%, en Grèce". De même, le pourcentage de mortalité dans cette catégorie s'élève à 48%", a indiqué Maria Theodoridou. En Grèce 56,7% de la population (10,7 millions) est complètement

vaccinée. En septembre les autorités ont mis en place le test obligatoire et payant pour tous les non-vaccinés, qu'ils soient employés du secteur public ou privé, élèves et étudiants, dans les moyens de transport ou les espaces fermés recevant du public. Le masque reste obligatoire pour tous à l'intérieur et en plein air, dans les espaces de rassemblement.

Plus de 2.100 nouveaux cas de Covid-19 ont été annoncés lundi en Grèce tandis que le nombre de morts les dernières 24 heures s'est élevé à 39 personnes.

ETATS UNIS

Washington va rouvrir ses frontières aux voyageurs européens et britanniques vaccinés

Les Etats-Unis vont autoriser l'entrée sur leur territoire aux voyageurs vaccinés contre le Covid-19 en provenance de l'Union européenne et du Royaume-Uni, levant des restrictions mises en place en mars 2020, rapportent lundi CNN et le site Politico.

Les médias, qui citent chacun plusieurs sources anonymes au fait du dossier, précisent que l'annonce sera faite lundi. Le Financial Times ajoute que la

levée des restrictions sera effective en novembre. Le "travel ban" serait alors resté en vigueur près de 20 mois.

Stavros Lambrinidis, ambassadeur de l'Union européenne aux Etats-Unis, a lui tweeté lundi qu'il "espérait une annonce positive très prochainement" sur le sujet des voyages vers les Etats-Unis. Les frontières américaines sont fermées à des millions de voyageurs internationaux, qu'ils soient testés ou vaccinés, depuis mars

2020, une situation qui a provoqué une impatience croissante chez les Européens notamment, causant des situations personnelles et familiales douloureuses.

L'Union européenne avait certes annoncé le 30 août le retour de restrictions aux voyages non essentiels vers son territoire depuis les Etats-Unis, mais en laissant aux Etats membres la possibilité de lever l'interdiction pour les personnes totalement vaccinées.

CHINE

Don d'un lot de vaccins de Sinopharm au Burkina Faso

Le Burkina Faso a reçu un lot de vaccins de Sinopharm donné par le gouvernement chinois dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus, a indiqué samedi l'agence Chine nouvelle.

Ce lot de vaccins "est le fruit de l'excellence des relations d'amitié et de coopération entre nos deux pays", a déclaré l'ambassadeur de Chine au Burkina Faso, Li Jian, dans son discours à l'aéroport de Ouagadougou.

Le diplomate chinois a souligné que la remise de ce don au Burkina Faso "marque un moment inoubliable" dans la riposte commune contre la pandémie de COVID-19.

La ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Burkinabè de l'extérieur du Burkina Faso, Clarisse Merindol Ouoba, a rappelé à elle qu'il

s'agit une fois de plus d'une occasion "qui nous a été donnée de célébrer l'amitié et la coopération". Présente également à la réception du don, la représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Burkina Faso, Alimata Jeanne Diarrama, s'est dite satisfaite à double titre. "D'abord parce que le vaccin de Sinopharm est un vaccin qui satisfait les critères rigoureux de sécurité et d'efficacité édictés par

l'OMS. La deuxième satisfaction est que la Chine est un partenaire de la facilité COVAX. Qui dit facilité COVAX dit solidarité, et nous nous réjouissons d'avoir ce premier don qui vient dans un cadre bilatéral mais qui est conséquent", a-t-elle soutenu.

Le nombre de cas confirmés depuis le 9 mars 2020 est de 14.025 dont 172 décès, alors que celui de personnes vaccinées est de 217.074

INDE

Reprise des exportations de vaccins en octobre

L'Inde va reprendre les exportations de vaccins contre le Covid-19 en octobre, cinq mois après les avoir suspendues afin de lutter contre une vague épidémique particulièrement meurtrière, a annoncé lundi le ministère de la Santé.

Le pays qui abrite le Serum Institute of India (SII), plus grand fabricant de vaccins au monde, était l'un des principaux fournisseurs du programme Covax, censé permettre à 92 Etats et territoires défavorisés de recevoir gratuitement des vaccins financés par des nations plus prospères.

Mais les exportations ont été suspendues en avril, selon les données du ministère de la Santé, alors que les besoins du pays en doses de vaccins explosaient face à une flambée de cas de Covid. Le ministre de la Santé Mansukh Mandavija a indiqué que plus de 300 millions de doses de vaccin seraient produites en octobre et un milliard sur les trois derniers mois de l'année. "L'Inde va reprendre les exportations de vaccins (...) afin de respecter les engagements pris dans le cadre de Covax", a-t-il précisé dans un communiqué.

Lancée en janvier, la campagne de vaccination en Inde a été lente à démarrer à cause de problèmes d'approvisionnement et des hésitations de la population. Mais le rythme s'est accéléré ces dernières semaines, les autorités administrant entre 5 et 8 millions de doses chaque jour.

Vendredi, un nombre record de 22 millions de doses ont été administrées à l'occasion d'une opération spéciale organisée pour l'anniversaire du Premier ministre Narendra Modi.

PHILIPPINES

Réouverture de 120 écoles fermées à cause du Covid

Les Philippines vont rouvrir, pour la première fois depuis plus de 18 mois, jusqu'à 120 écoles fermées pour cause de covid pour permettre à un nombre limité d'élèves de suivre des cours en présentiel, ont annoncé lundi les autorités.

Alors que la quasi-totalité des pays du monde ont rouvert partiellement ou totalement leurs écoles, les Philippines les ont maintenues fermées depuis début 2020 et l'apparition des premiers cas de Covid-19 dans le pays.

"Nous devons proposer des (cours) en présentiel non seulement parce que cela pose un problème en termes d'éducation mais aussi pour la santé mentale des enfants", a affirmé Harry Roque, porte-parole du président Rodrigo Duterte. "C'est aussi un problème pour l'économie car nous risquons de perdre une génération si nous n'avons pas de (cours) en présentiel", a-t-il ajouté. Selon des directives approuvées lundi par M. Duterte, jusqu'à une centaine d'écoles publiques situées dans des régions où le risque de transmission du Covid-19 est "minime" seront autorisées à prendre part à cette expérimentation. Vingt écoles privées y prendront également part. Les établissements souhaitant y participer devront déposer un dossier afin de recevoir l'aval des autorités locales pour rouvrir leurs portes.

Le président Rodrigo Duterte a jusqu'à présent rejeté les propositions de réouverture des écoles primaires et secondaires, de peur que les enfants n'attrapent le Covid-19 et ne contaminent des parents âgés. "Si ce projet pilote se révèle sûr et efficace nous l'élargirons progressivement", a déclaré Leonor Briones, la secrétaire en charge de l'Education. La date du lancement de ce projet, qui doit durer deux mois, n'a pas été annoncée.

De nombreux enseignants, des parents et des responsables de l'Unicef appellent à la réouverture des écoles en présentiel.

Un programme d'"apprentissage mixte" comprenant des cours en ligne, des documents imprimés et des leçons diffusées à la télévision a été lancé en octobre dernier, mais s'est heurté à de nombreux problèmes, la plupart des étudiants philippins ne disposant pas d'un ordinateur ou d'Internet à la maison. Il sera prolongé. France Castro, de l'Alliance des enseignants inquiets, a déclaré à l'AFP que cette décision était "attendue depuis longtemps". Selon les chiffres de l'OCDE, les Philippines figuraient déjà dans le bas du classement pour ce qui est du niveau en lecture, mathématiques et sciences des jeunes de 15 ans.

ALZHEIMER

POURQUOI LES FEMMES SONT PLUS À RISQUE QUE LES HOMMES ?

Actuellement, les femmes âgées ont plus de risques que les hommes de développer une démence, comme la maladie d'Alzheimer. Un phénomène qui s'expliquerait en partie par un moindre accès aux études des femmes nées entre 1920 et 1940.

Les femmes âgées ont actuellement un risque 50% plus élevé que les hommes de développer une maladie d'Alzheimer. Plusieurs facteurs de risque pour cette maladie sont déjà bien connus comme les maladies cardiovasculaires, le manque de sommeil ou un mauvais régime alimentaire. Mais c'est au lien entre démence et niveau d'études que les chercheurs de l'Inserm et l'équipe EpiAgeing du Centre de recherche épidémiologique et statistiques à Université de Paris se sont intéressés.

Comme ils l'expliquent dans une étude publiée dans le *Lancet* public health, la génération actuelle des personnes très âgées est née dans les années 1920-1940. A cette époque, peu de femmes avaient accès aux études supérieures. Et c'est cette inégalité d'hier qui influerait sur les capacités cognitives d'aujourd'hui. Pour tester cette hypothèse, ils ont comparé les capacités cognitives au cours du vieillissement de femmes et d'hommes en fonction de leurs niveaux d'études sur plusieurs générations.

La bonne nouvelle, c'est que depuis les années 60, les portes des universités se sont ouvertes plus largement et de façon plus égalitaire aux femmes, de

sorte que le niveau d'études de ces dernières a fini par rattraper quasiment celui des hommes dans les pays développés. Les capacités cognitives des femmes se sont améliorées et à plus long terme, les chercheurs estiment que les inégalités hommes/femmes face au risque de démence pourraient diminuer.

DEUX AUTRES HYPOTHÈSES : GÉNÉTIQUE ET BIOLOGIQUE

Une autre hypothèse pour expliquer pourquoi les femmes sont plus à risque face à la maladie d'Alzheimer a été présentée en 2019 à la Conférence internationale sur la maladie d'Alzheimer qui se tenait à Los Angeles. Selon les scientifiques, c'est la piste génétique qui doit être explorée. À l'université de Miami, des chercheurs ont analysé les gènes de 30 000 personnes (la moitié d'entre eux atteints de la maladie d'Alzheimer, l'autre moitié non) et ont découvert quatre gènes qui semblent liés à un risque différent de la maladie selon le sexe. Mais ils doivent maintenant pousser leurs recherches pour découvrir la façon dont ces gènes influent sur le risque d'Alzheimer. Tandis que pour les chercheurs de l'université Vanderbilt, dans le Tennessee (États-Unis) la raison pour la-



quelle il y a plus de femmes que d'hommes atteints de la maladie d'Alzheimer tiendrait à la façon dont la protéine tau, une protéine qui détruit les

cellules nerveuses, se propage dans le cerveau des femmes. Ces chercheurs ont en effet constaté que les réseaux de protéine tau chez les femmes atteintes

d'une déficience légère étaient plus diffus et dispersés que chez les hommes, ce qui suggère que davantage de zones du cerveau seraient touchées.

ALZHEIMER ET MICROBIOTE INTÉSTINAL

Le lien est confirmé

Des travaux européens confirment une corrélation entre un déséquilibre du microbiote intestinal et le développement dans le cerveau des plaques amyloïdes, responsables de l'apparition de la maladie d'Alzheimer.

Chaque année, 225 000 personnes sont diagnostiquées Alzheimer, c'est la première cause de dépendance lourde chez le sujet âgé. L'origine même de la maladie est encore inconnue à ce jour mais des avancées considérables ont été réalisées au cours des dernières décennies, dans la compréhension des mécanismes moléculaires en jeu ainsi que dans la progression des lésions au cœur du cerveau. Deux types de lésions sont observés dans le cerveau des malades :

des plaques amyloïdes constituées d'agrégats de peptide bêta-amyloïde entre les neurones. Ces plaques bloquent le transfert des signaux entre les neurones, entraînant à terme la mort des cellules.

une dégénérescence neurofibrillaire, c'est à dire l'accumulation, sous forme de fibres, à l'intérieur des neurones, d'une autre protéine sous forme anormale, la protéine Tau. Ces enchevêtrements empêchent les nutriments d'atteindre les neurones, entraînant là aussi la mort des cellules.

Le lien entre microbiote intestinal et maladie d'Alzheimer est étudié depuis plusieurs années. Des chercheurs avaient en effet découvert que chez les personnes atteintes de maladie d'Alzheimer, le profil du microbiote semblait altéré, avec une diversité microbienne réduite. De plus, une étude publiée dans la revue médicale *Neurobi-*



ology of Aging avait montré que les patients Alzheimer ont un taux de bactéries inflammatoires intestinales élevé. Or, des protéines produites par ces bactéries et identifiées dans le sang des per-

sonnes atteintes, pourraient bien modifier l'interaction entre le système immunitaire et le système nerveux. C'est cette hypothèse que cette nouvelle étude a cherché à explorer : l'inflammation du

sang pourrait-elle constituer un médiateur entre le microbiote et le cerveau ?

Le sang transporte des éléments du microbiote jusqu'au cerveau

Les chercheurs ont étudié une cohorte de 89 personnes de 65 à 85 ans, dont certaines souffraient de la maladie d'Alzheimer ou d'autres maladies neurodégénératives causant des problèmes de mémoire similaires, et d'autres ne présentant aucun trouble de la mémoire.

"Nous avons, par imagerie PET, mesuré leur dépôt d'amyloïde, puis quantifié la présence dans leur sang de divers marqueurs d'inflammation et de protéines produites par les bactéries intestinales, relate Maura Martzoni, première autrice des travaux, publiés le 10 novembre dans le *Journal of Alzheimer's Disease*. Nos résultats sont sans appel : certains produits bactériens du microbiote intestinal sont corrélés à la quantité de plaques amyloïdes dans le cerveau, et ce, par l'intermédiaire du système sanguin, qui transporte certaines protéines des bactéries jusqu'au cerveau."

Prochain objectif : identifier les bactéries en jeu dans l'espoir d'identifier des stratégies thérapeutiques basées sur la modulation du microbiote des personnes à risque. L'administration d'un cocktail bactérien ou de prébiotiques est envisagée par les chercheurs, qui restent toutefois prudents. Selon eux, ces thérapies pourraient être efficaces à condition d'un diagnostic très précoce, donc plutôt en traitement préventif que curatif.

Ce qu'il faut savoir du nouveau traitement autorisé aux Etats-Unis

La Food and drug administration américaine vient d'autoriser la mise sur le marché de l'aducanumab, le premier médicament capable de ralentir le déclin cognitif associé à la maladie d'Alzheimer.

La nouvelle a été accueillie avec espoir par la Fondation Vaincre Alzheimer : le traitement permettant de ralentir le déclin cognitif chez les patients atteints de la maladie d'Alzheimer, mis au point par le laboratoire Biogen, vient d'obtenir une autorisation de mise sur le marché auprès de la Food and Drug Administration (FDA) américaine. Ce traitement, l'aducanumab, serait ainsi le premier à pouvoir ralentir le développement de la maladie, prisé à un stade précoce.

Le ralentissement du déclin cognitif a en effet été montré chez des personnes atteintes de troubles cognitifs légers (MCI) et de maladie d'Alzheimer au stade débutant.

UN TRAITEMENT QUI RALENTIT DE 23% LE DÉCLIN CLINIQUE

Ce traitement, appelé Adulheim, ne stoppe pas l'évolution neurologique de la maladie d'Alzheimer mais c'est la toute nouvelle thérapie qui module les processus biologiques de la maladie. En éliminant les dépôts de la protéine bêta-amyloïde qui s'accumulent dans le cerveau malade, le traitement ralentit le déclin clinique de 23% (équivalent de deux études menées par le laboratoire).

"Même si l'Adulheim n'améliore pas la cognition ni ne stoppe le processus neuroévolutif, cette étape montre que la recherche avance et qu'elle commence à porter ses fruits. Cette avancée est le résultat de plus de 35 ans de recherche médicale et de progrès qui ont débuté depuis la découverte de la protéine bêta-amyloïde en 1984" souligne la Dr. Mai Panchal, directrice scientifique de la Fondation Vaincre Alzheimer.

UNE AUTORISATION QUI RESTE ENCORE PROVISOIRE

Adulheim a été approuvé en utilisant la voie d'approbation accélérée, explique la FDA dans un communiqué. Cette procédure peut être utilisée pour un médicament pour une maladie grave ou potentiellement mortelle qui offre un avantage thérapeutique significatif par rapport aux traitements existants. Mais les scientifiques devront mener une étude "post-approbation" pour vérifier que le médicament fournit le bénéfice clinique attendu. Si ce nouvel essai ne parvient pas à montrer le bénéfice clinique, la FDA pourra retirer l'approbation du médicament. Quand le traitement sera-t-il approuvé en France ? Comme pour tout nouveau traitement, l'Agence européenne du médicament va devoir, à son tour, donner son avis, ce qui peut prendre quelques semaines voire quelques mois. "Je pense que la décision de la régulation américaine risque d'accélérer le processus en France. Mais moi, je suis favorable à ce qu'on démontre d'abord que ce médicament a bien une activité clinique. Ce qui prendrait peut-être plutôt quelques mois ou d'années d'essai", suggère Philippe Amouyel, directeur général de la Fondation Alzheimer et professeur de santé publique au CHU de Lille, sur Santé Info.

10 HABITUDES QUOTIDIENNES QUI AUGMENTENT LES RISQUES

On ne peut toujours pas guérir la maladie d'Alzheimer, mais la connaissance des facteurs de risque ne cesse d'évoluer. Zoom sur les habitudes quotidiennes qui peuvent favoriser l'apparition de cette maladie, qui résulte d'une lente dégénérescence des neurones.

Actuellement en France, on estime le nombre de malades d'Alzheimer à 800 000 personnes. Alors que la médecine progresse sur le sujet, il resterait encore deux tiers des malades non diagnostiqués. Et plus la durée de vie augmente, plus les formes de démence suivent la courbe. Récemment, des chercheurs de l'Inserm ont démontré que la maladie d'Alzheimer n'était pas systématiquement marquée par une perte de mémoire. Il existe en tout une dizaine de signes évocateurs de la maladie, tels que des troubles du langage, des changements d'humeur et de personnalité, des troubles de l'orientation, une anxiété, des troubles des fonctions exécutives, auxquels est venu récemment s'ajouter la perte d'odorat.

La susceptibilité individuelle à la maladie possède une composante génétique, puisque le risque de développer la maladie est en moyenne multiplié par 1,5 si un parent du premier degré est touché, et par 2 si au moins deux le sont. Mais la maladie est aussi déclenchée et aggravée par des facteurs environnementaux et des habitudes quotidiennes. Les choses violentes à la fois, une alimentation trop grasse, le manque d'activité physique, les troubles du sommeil, les surpoids... peuvent faire partie des facteurs de risque. A l'inverse, certaines habitudes (comme nager en eau froide, dire stop au tabac ou encore adopter le régime méditerranéen) pourraient avoir un effet protecteur contre les troubles neurologiques.

1/10 - Ne pas dormir suffisamment

On ne le dira jamais assez : dormir est vital ! Si vous dormez moins de 6



heures par nuit, notamment lorsque vous avez atteint la cinquantaine, votre cerveau fabrique davantage de plaques amyloïdes, un des biomarqueurs de la maladie d'Alzheimer. Et cela augmente de 30 à 40% le risque de souffrir d'une forme de démence.

2/10 - Ne pas surveiller sa tension

Solo le Comité français de lutte contre l'hypertension artérielle, près de la moitié des cas de maladie d'Alzheimer dans le monde serait attribuable à des facteurs de risque vasculaire qui peuvent être soignés lorsqu'ils sont dépistés. Or, les médecins estiment qu'une grande partie des personnes qui souffrent d'hypertension ne sont pas dépistées. D'où l'importance d'une surveillance régulière de votre pression artérielle chez le médecin.

3/10 - Etre pessimiste

Vous vous laissez facilement envahir par les idées noires ? Attention : une étude récente indique qu'au vu des pensées négatives récurrentes pourrait accélérer le déclin cognitif et augmenter le risque de développer la

maladie d'Alzheimer.

4/10 - Etre trop sédentaire

Nos gènes ne fonctionnent vraiment bien que lorsque nous bougeons. Il est impératif de marcher tous les jours pour ralentir le déclin cognitif lié à l'âge. "Le mieux, c'est de marcher en groupe, et de discuter ou de se réciter des poèmes de l'enfance. Il faut faire travailler son cerveau tout en avançant" indique le Pr Carré du CHU de Rennes.

5/10 - Boire trop de café

Le café est difficile à cerner... Car en général, il est plutôt recommandé contre la démence, pour les personnes avec un vieillissement "normal". Mais si le patient montre des symptômes de déclin cognitif, alors le café aurait un effet néfaste selon les chercheurs. S'il est potentiellement bon pour la mémoire, il peut aussi aggraver les symptômes neuropsychiatriques des malades d'Alzheimer.

6/10 - Trop regarder la télévision

On estime que passer entre 2h et 4h par jour devant la télévision pourrait

endommager le cerveau. Et cela au point d'augmenter le risque de développer la maladie d'Alzheimer à hauteur de 54%.

7/10 - Ne pas soigner ses ronflements

C'est surtout lorsqu'il s'agit d'apnée du sommeil, que le risque de développer la maladie d'Alzheimer grandit. Cela s'explique par la création de plaques de bêta-amyloïde, plus importante en cas d'apnée régulière. Or la protéine bêta-amyloïde est l'un des marqueurs d'Alzheimer.

8/10 - Boire trop d'alcool

L'alcool, lorsqu'il est consommé de façon excessive, multiplie le risque de démences par trois. Concernant Alzheimer, on estime que boire 6 (ou plus) verres par jour pour les hommes, et 4 (ou plus) verres par jour pour les femmes, double le risque de développer la maladie.

9/10 - Ne pas prendre soin de ses dents

Cela peut paraître sans rapport, et pourtant !

Prendre soin de ses dents et ses gencives est essentiel dans la prévention contre Alzheimer. En cause, les bactéries qui attaquent nos gencives et qui pourraient migrer dans le corps. Elles sont suspectées d'augmenter les risques de développer Alzheimer.

10/10 - Manger trop gras

Faites attention au contenu de votre assiette. Un régime alimentaire trop gras freinerait la neurogénèse, c'est-à-dire la naissance et la croissance de nouveaux neurones, et augmenterait le risque de maladie d'Alzheimer.

9 ALIMENTS QUI PROTÈGENT D'ALZHEIMER

1/9 - Amandes complètes

Les amandes avec leur peau sont riches en polyphénols et en fibres, principes actifs très intéressants dans la prévention d'Alzheimer. "En intégrant chaque jour des aliments et boissons riches en polyphénols (soja, agrumes, baies et fruits rouges, thé vert, chocolat noir, amandes entières, huile d'olive vierge, curcuma, un à deux verres de vin rouge...) nous pouvons booster considérablement les effets neuroprotecteurs de notre alimentation", explique le Dr Jean-Paul Curtay.

2/9 - Chocolat noir

La consommation de chocolat noir a des effets cognitifs positifs. "Des études ont montré que la consommation de chocolat noir contre les effets délétères de la pollution sur le fonctionnement cognitif", informe le Dr Curtay. Sa recommandation : une consommation de chocolat noir avec des oligoéléments pour le goûter des enfants... et des adultes !

3/9 - Curcuma

La curcumine, une des molécules actives du curcuma, protège votre cerveau. Elle est puissamment anti-inflammatoire, antioxydant et neuroprotectrice. "Les curcuminoïdes en synergie avec la vitamine D stimulent en outre le catabolisme des plaques

amyloïdes", (qui s'accumulent entre les neurones dans les démences de type Alzheimer) précise le médecin. L'ail, le gingembre et la cannelle font aussi partie des épices qui ont le plus d'effets neuro-protecteurs.

4/9 - Graines de Chia

"Les graines de Chia sont un aliment presque parfait", indique le Dr Curtay. Elles sont notamment une source très intéressante d'oméga-3 en plus d'être riches en protéines et polyphénols. Les acides gras oméga-3 sont des neuro-protecteurs. "Ils donnent beaucoup plus d'énergie, améliorent la circulation de l'oxygène et du glucose, sont anti-inflammatoires et stimulent la neuro-transmission", détaille le médecin.

5/9 - Huile de lin

L'huile de lin est riche en acides gras oméga 3 qui sont des neuro-protecteurs clés. Le conseil du Dr Curtay : préparez une huile avec 2/3 d'huile de lin et 1/3 d'huile d'olive, sont anti-inflammatoires. Ce mélange d'huile pour réaliser des vinaigrettes est à conserver au frais. Vous pouvez aussi saupoudrer des graines de lin broyées "sur des plats froids de préférence, les oméga 3 supportent mal la chaleur".

6/9 - Huile d'olive

L'huile d'olive occupe une place centrale dans le régime crétois qui est associé à moins de déclin cognitifs et de démences. "L'huile d'olive permet de remplacer très avantageusement les huiles saturées ou riches en oméga 6 (qui sont inflammatoires). Elle contient en plus des polyphénols puissamment anti-inflammatoires qui passent facilement dans le cerveau, comme l'hydroxy-tyrosol de l'huile d'olive vierge", explique le Dr Jean-Paul Curtay. A choisir extraite à froid et vierge ou extra vierge idéalement et surtout pas dans une bouteille en plastique (des plastifiants passent dans le corps gras). Les olives ont également ces propriétés, mais comme elles sont très salées il convient de les détrempier et de les rincer avant consommation pour les dessaler.

7/9 - Myrtilles

Des apports élevés en polyphénols réduisent les risques neuro-dégénératifs. "De nombreux polyphénols de fruits et baies, en particulier de myrtille et de raisin sont puissants neuro-protecteurs. Des études montrent même qu'ils sont capables de contribuer à un renouveau cérébral", indique le Dr Jean-Paul Curtay. Pour protéger votre

cerveau, vous pouvez aussi consommer de la grenade, riche en polyphénols protecteurs.

8/9 - Soja

Le soja qui est très riche en protéines complètes contient des phytoestrogènes appartenant à la famille des polyphénols et au sous-groupe des isoflavones. "La présence d'isoflavones explique les effets neuro-protecteurs de la consommation de toфу", explique le Dr Curtay. "L'effet des phytoestrogènes de soja est optimisé par la consommation de fruits et légumes riches en fibres et probiotiques, car c'est la flore qui les active", précise-t-il.

9/9 - Thé vert

"Le thé vert est une boisson amie des neurones", informe le Dr Curtay. De nombreuses études montrent que les consommateurs de thé vert ont une fréquence de déclin cognitif diminué par rapport aux non-consommateurs. "Les polyphénols du thé sont neuro-protecteurs grâce à plusieurs mécanismes notamment le fait qu'ils soient des anti-inflammatoires puissants, qu'ils neutralisent le fer et le cuivre qui sont neuro-toxiques et qu'ils soient capables de contribuer à l'amélioration de la circulation (impacte le cerveau)", explique le médecin.

ETHIOPIE Les élections ne pourront avoir lieu fin septembre dans plusieurs circonscriptions

Les élections nationales dans des dizaines de circonscriptions d'Éthiopie en proie à des troubles sécuritaires, ne pourront avoir lieu comme prévu fin septembre après plusieurs reports successifs, a déclaré lundi la commission électorale nationale (Nebe).

Le Parti de la Prospérité du Premier ministre Abiy Ahmed est d'ores et déjà assuré d'une majorité au Parlement, après avoir remporté 410 des 436 sièges en jeu dans les circonscriptions où le vote s'est déroulé le 21 juin.

Mais des problèmes logistiques et l'insécurité ont entraîné des retards dans plusieurs régions, où le scrutin, reporté à plusieurs reprises ces derniers mois, doit se tenir le 30 septembre.

Plus de sept millions d'électeurs pourront voter dans 47 circonscriptions parlementaires fédérales et 105 circonscriptions pour les sièges des conseils régionaux, a déclaré Solyana Shimeles, porte-parole de la commission, lors d'une conférence de presse lundi.

TCHAD 27 morts dans de nouveaux combats entre éleveurs et cultivateurs

Vingt-sept personnes ont été tuées dimanche dans des violences entre éleveurs nomades et cultivateurs sédentaires dans l'est du Tchad, pays où ces affrontements liés à la possession et l'utilisation des terres sont fréquents, a annoncé mardi le ministre de la Justice.

"Des autorités traditionnelles ont vendu en 2017 des espaces" à des éleveurs nomades arabes "qui veulent s'installer dans la localité mais les cultivateurs autochtones, des Ouaddaïens, contestent cette vente" et des combats "ont fait 27 morts dimanche", a expliqué Mahamat Ahmat Alhabet cité par l'AFP.

"Les conflits fonciers continuent à tuer. Pour des lopins de terre, les Tchadiens s'entre-tuent", a également posté le ministre sur sa page Facebook.

Ces affrontements entre les deux communautés ont eu lieu dans les villages de Kidji-Mina et Tiyo.

Ces localités sont situées dans une zone aride de la bande sahélienne, à une quarantaine de km d'Abéché, la deuxième ville du pays, chef-lieu de la région du Ouaddaï, et elle-même située à quelque 700 km au nord-est de la capitale N'Djamena.

"Il se disputent une superficie de 25 km²", ajoute le ministre, qui se trouve à Abéché à la tête d'une délégation gouvernementale pour "calmer la situation".

Les violences entre ces communautés nomades et sédentaires sont fréquentes dans le centre et le Sud du Tchad, où nombre d'habitants sont armés.

Ils opposent principalement éleveurs nomades arabes aux cultivateurs autochtones sédentaires qui accusent les premiers notamment de saccager leurs champs en faisant paître leurs animaux.

Les nomades, eux, venant des zones arides sahéliennes, veulent de plus en plus se sédentariser sur des terres propices à l'élevage de leurs dromadaires et moutons notamment. Début août, 22 personnes avaient péri déjà dans des combats pour des raisons similaires à 200 km à l'est de N'Djamena. Et 35 autres dans le sud, plus fertile, en février.

APF

TUNISIE Le nouveau chef du gouvernement sera nommé, les mesures d'exception maintenues

Le président tunisien Kais Saïed a annoncé lundi qu'il nommerait un nouveau chef du gouvernement tout en gardant en place les mesures d'exception qu'il avait décrétées le 25 juillet pour s'arroger les pleins pouvoirs.

"Ces mesures d'exception se poursuivront et un chef du gouvernement sera nommé mais sur la base de provisions de transition répondant à la vo-

lonté du peuple", a déclaré M. Saïed lors d'un discours retransmis par la télévision nationale depuis Sidi Bouzid, berceau de la révolution tunisienne de 2011.



MALI Le gouvernement dément "la volonté prêtée" aux autorités d'engager des mercenaires

Le gouvernement malien a démenti la volonté prêtée aux autorités du pays d'engager des "mercenaires", évoquant des "allégations basées sur des rumeurs et des articles de presse commandités".

"S'agissant de la volonté prêtée aux autorités maliennes d'engager des mercenaires le gouvernement de la République du Mali s'étonne et s'interroge sur ces allégations basées uniquement sur des rumeurs et des articles de presse commandités s'inscrivant dans le cadre d'une campagne de dénigrement de notre pays et de diabolisation de ses dirigeants", précise le gouvernement malien dans un communiqué rendu public dimanche.

Le gouvernement malien réagissait au chef de la diplomatie du Niger qui a évoqué lors du dernier sommet de la Cédéao à Accra un prétendu accord entre les militaires au Mali et un groupe militaire privé, et appelé à tenir les élections dans les délais fixés au début 2022. "Dans la mesure où le Niger n'assume pas la présidence en exercice de

la Cédéao, le gouvernement de la République du Mali s'interroge à quel titre son ministre siège en porte-parole de l'Organisation dont les décisions et recommandations sont clairement énoncées dans le communiqué final du Sommet", lit-on dans le communiqué du gouvernement qui rejette "des propos inacceptables, inamicaux et condescendants de la part d'un responsable dont le pays a toujours entretenu d'excellentes relations avec le Mali".

L'exécutif malien rappelle, en outre, que "dans l'accomplissement pleine et totale de sa souveraineté et dans le souci de préserver son intégrité territoriale et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, il ne permettra à aucun Etat de faire des choix à sa place et encore moins de décider quels partenaires il doit solliciter ou pas".

Et assure "qu'au regard de l'implication forte de l'ensemble de la communauté internationale aux côtés des

pays du Sahel afin de lutter contre les nombreux défis auxquels ils sont confrontés, l'essentiel aujourd'hui est de conjuguer les efforts pour assurer véritablement le bien-être et la sécurité des populations du Sahel dans un esprit de cohésion et non pas s'appesantir sur des rumeurs".

Déplorant "vivement la position non concertée de la Cédéao contrairement aux usages diplomatiques et sur une question aussi grave touchant la souveraineté d'un membre fondateur de la Cédéao et un pays important dans la résolution de la crise sécuritaire au Sahel", le gouvernement de transition au Mali s'est dit "disponible pour un dialogue franc et sincère à travers les canaux diplomatiques appropriés".

Les dirigeants des 15 pays de la Cédéao, la Communauté des Etats ouest-africains, réunis jeudi dernier en sommet extraordinaire au Ghana, ont appelé les autorités de transition au Mali à tenir les élections dans le délai non négociable de février 2022.

CAMEROUN Une «quinzaine» de soldats tués dans deux attaques-en 5 jours dans la partie anglophone

Une "quinzaine" de soldats ont été tués dans deux attaques en cinq jours la semaine dernière dans une des deux régions anglophones du Cameroun, en proie à un conflit meurtrier entre groupes séparatistes et forces de l'ordre, a annoncé lundi le ministère de la Défense.

Le 16 septembre, "un convoi du 6ème Bataillon d'Intervention Rapide (BIR)", une unité d'élite de l'armée, a été "la cible d'une embus-

cade de terroristes lourdement armés" à Bamessing, dans la région du Nord-Ouest, assure le ministère dans un communiqué, ajoutant: "les insurgés ont immobilisé les véhicules à l'aide d'un engin explosif improvisé (EEI) et d'un lance-roquettes anti-char (...) avant d'ouvrir un feu nourri" sur le convoi.

Le 12 septembre, "une autre attaque d'engin explosif improvisé" avait visé un

convoi militaire sur la commune de Kumbo, dans la même région, selon le ministère qui parle "d'un bilan cumulé d'une quinzaine de soldats et de plusieurs civils tués". Dans les deux régions Sud-Ouest et Nord-Ouest, où vit l'essentiel de la minorité anglophone, les groupes armés séparatistes et les forces de sécurité dépêchées par Yaoundé s'affrontent dans un conflit meurtrier depuis quatre ans. Les deux

campes sont également régulièrement accusés par les ONG internationales et l'ONU d'exactions et de crimes contre les civils. Le conflit a fait plus de 3.500 morts et forcé plus de 700.000 personnes à fuir leur domicile depuis 2017, selon les mêmes sources. Cette insurrection avait éclaté fin 2017 après de nombreuses manifestations d'une partie de la minorité anglophone qui s'estimait ostracisée".

BURUNDI Trois morts, des dizaines de blessés dans des attaques à la grenade

Au moins trois personnes ont été tuées et des dizaines blessées lundi soir dans une série d'explosions dans la capitale économique du Burundi, Bujumbura, dernières en date d'une série d'attaques dans le pays, ont indiqué police et médias.

Ces explosions surviennent au lendemain de l'explosion meurtrière d'une grenade dans un bar de la capitale burundaise, Gitega, et de tirs de mortier

revendiqués par le groupe rebelle RED-Tabara sur l'aéroport de Bujumbura, samedi soir. Au moins deux grenades ont explosé sur un parking de bus dans le centre de Bujumbura lundi vers 19h00 (17h00 GMT), selon une source policière et des témoins.

"Une personne a été tuée et 29 blessées, certaines grièvement", a un policier qui a requis l'anonymat.

L'explosion a provoqué des scènes

de panique, chauffeurs de bus, passagers ou personnes qui se trouvaient là tentant de fuir, en criant, et en courant dans toutes les directions.

La troisième explosion a visé un marché, tuant au moins deux personnes et blessant plusieurs autres, a rapporté le journal Iwacu. Une quatrième grenade a explosé près d'un bus bondé dans les faubourgs de Bujumbura, ont indiqué à des sources sécuritaires.

PALESTINE

Lamamra participe à New York à la réunion de concertation des ministres arabes des Affaires étrangères

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a participé, lundi à New York, à la réunion de concertation des ministres arabes des Affaires étrangères en vue de mobiliser le soutien au profit des décisions relatives à la cause palestinienne.

"J'ai pris part à la réunion de concertation des ministres arabes des Affaires étrangères en vue de se concerter et de coordonner les positions sur l'ordre du jour de l'Assemblée générale (AG)", a publié M. Lamamra sur son compte twitter.

Cette réunion vise "la mobilisation du soutien en faveur des décisions relatives à la cause palestinienne afin de mettre un terme à toutes les pratiques israéliennes hostiles au peuple palestinien frère", ajoute le chef de la diplomatie.



CRISE AU LIBAN

Le Parlement accorde sa confiance au nouveau gouvernement

Le Parlement libanais, réuni en séance plénière, a accordé lundi sa confiance au nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Najib Mikati, dont la principale mission sera de stopper l'effondrement du pays en pleine crise.

Après avoir examiné le plan d'action du gouvernement lors d'une séance marathon de huit

heures, 85 députés ont accordé leur confiance à la nouvelle équipe ministérielle, tandis que 15 ont voté contre, selon le décompte énoncé par le président du Parlement Nabih Berri.

Englué dans une crise économique sans précédent - qualifiée par la Banque mondiale d'une des pires au monde depuis 1850 - le Liban s'est doté le 10

septembre d'un nouveau gouvernement, à l'issue de 13 mois d'interminables tractations politiques et de vide ayant aggravé la crise. Avec une dégringolade de la monnaie nationale, une inflation galopante et des licenciements massifs, 78% de la population libanaise vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, selon l'ONU.

RUSSIE

Fusillade dans une université: un "grand malheur" pour tout le pays (Poutine)

Le président russe Vladimir Poutine a jugé que la fusillade lundi sur un campus universitaire de Perm était "un grand malheur" pour la Russie, un drame qui a fait six morts et 28 blessés.

"C'est un grand malheur non seulement pour les familles qui

ont perdu un enfant, mais pour tout le pays", a-t-il dit, dans des propos retransmis à la télévision, appelant aussi les forces de l'ordre à faire la lumière sur les motivations du tireur.

"Aucune parole ne peut faire taire la douleur du deuil, de ces pertes, surtout lorsqu'il

s'agit de jeunes qui commençaient tout juste leur vie", a-t-il dit.

Un étudiant a tué six personnes et fait au moins 28 blessés dans une fusillade lundi à l'université d'Etat de Perm, une ville du centre de la Russie, avant d'être blessé par un policier et arrêté.

Un précédent bilan faisait état de huit morts avant d'être revu à la baisse par les enquêteurs russes.

Les incidents armés de ce type se sont multipliés en Russie ces dernières années, entraînant un durcissement de la législation sur le port d'armes.

Le parti au pouvoir remporte plus des deux-tiers des sièges de députés

Le parti au pouvoir -Russie unie- a affirmé lundi avoir remporté plus des deux-tiers des sièges de députés à l'issue des législatives, conservant ainsi la super-majorité nécessaire pour modifier la Constitution sans l'appui d'autres formations.

Un haut responsable de Russie unie, Andreï Tourtchak, a estimé que sa formation avait remporté au moins 315 mandats sur les 450 en jeu, saluant une victoire "claire et propre", en dépit des multiples accusations de fraude de l'opposition anti-Kremlin qui, dans la foulée de mois de répression,

a été exclue du scrutin. Après le décompte de 85% des bureaux de vote, le parti de Vladimir Poutine était à 49,76%, devant les communistes (19,61%).

Ce résultat non définitif est en recul par rapport à 2016, lorsque Russie unie s'était assuré 54% des suffrages. Le parti s'était alors arrogé 334 élus.

M. Tourtchak a également revendiqué la victoire dans les 39 régions où les législatures régionales étaient renouvelées.

Le mouvement de l'opposant emprisonné Alexeï Navalny a dénoncé pour sa part des

fraudes électorales massives durant le vote mais aussi lors du décompte.

En amont des élections législatives, le mouvement d'Alexeï Navalny a été interdit pour extrémisme, et ses partisans exclus du scrutin.

Ces derniers avaient donc appelé au "vote intelligent", consistant à voter pour les candidats, les mieux placés pour gêner ceux de Russie Unie.

Selon les opposants, le succès de cette stratégie a été révélé durant le dépouillement, si bien que les autorités ont eu recours à des "falsifications massives".

KOSOVO

Protestations contre l'interdiction des plaques d'immatriculation serbes

Plusieurs centaines de Serbes du Kosovo ont bloqué lundi les routes menant aux postes-frontières avec la Serbie pour protester contre la décision de Pristina d'interdire l'entrée sur le territoire des véhicules munis de plaques serbes, ont rapporté des médias.

Appuyées par une dizaine de véhicules blindés, les forces spéciales de la police du Kosovo ont été déployées sur les deux postes frontaliers du nord du territoire où vivent de nombreux membres de la minorité serbe de l'ex-province de Belgrade.

Les nouvelles tensions dans le territoire à grande majorité albanaise font suite à la décision de Pristina d'imposer aux conducteurs entrant au Kosovo de remplacer leurs plaques d'immatriculation serbes par des plaques kosovares provisoires au nom du "principe de réciprocité".

Jusqu'à présent, les véhicules serbes pouvaient entrer librement au Kosovo mais les véhicules immatriculés RKS ou "République du Kosovo", non reconnue par Belgrade, sont obligés depuis des années d'apposer des plaques serbes temporaires pour entrer en Serbie.

Des centaines de Serbes du Kosovo ont bloqué la route menant aux postes-frontières de Jarinje et Brnjak, avec des camions et des voitures, a rapporté une correspondante de l'AFP.

"Nous ne souhaitons pas cela, cela nous a été imposé par la partie adverse", a lancé le Premier ministre kosovar Albin Kurti devant le Parlement.

Goran Rakic, seul ministre serbe du gouvernement kosovar, a rejoint les rangs des manifestants et demandé "à Pristina de cesser ses provocations". Il a dit espérer "l'aide" du président serbe Aleksandar Vucic "comme il l'a toujours fait jusqu'à présent".

D'après les médias serbes, ce dernier a convoqué pour mardi une réunion du conseil national de sécurité.

L'affaire des immatriculations survient avec l'expiration la semaine dernière d'un accord conclu sur le sujet en 2011 avec Belgrade.

Celui-ci prévoyait que seuls étaient acceptés en Serbie les véhicules immatriculés avec des plaques KS (Kosovo) délivrés par la force de l'ONU qui avait administré le territoire au sortir de la guerre.

"Il n'y a aucune raison de maintenir cet accord", a déclaré le vice-Premier ministre kosovar Besnik Bislimi, expliquant que seuls 1% des véhicules circulant au Kosovo possédaient de telles plaques qui ne sont plus délivrées.

Le Kosovo a proclamé son indépendance en 2008 une décennie après la guerre contre les forces serbes mais celle-ci n'est ni reconnue par Belgrade ni par les Serbes du Kosovo.

CANADA

Election : Trudeau réélu mais toujours minoritaire

Les libéraux de Justin Trudeau ont remporté les législatives canadiennes, une demi-victoire toutefois pour le Premier ministre sortant qui n'est pas parvenu à redevenir majoritaire à l'issue d'une campagne durant laquelle il a été malmené.

D'après les résultats préliminaires publiés mardi par Elections Canada, qui organise le scrutin, le parti libéral obtiendrait 153 sièges, sous le seuil fatidique des 170 sièges pour constituer une majorité. Justin Trudeau sera donc contraint de former un gouvernement minoritaire, comme en 2019.

Or c'est précisément pour sortir de cette situation qu'il avait déclenché des élections anticipées à la mi-août.

"Les Canadiens nous renvoient au pouvoir avec un mandat clair pour parvenir à sortir de cette pandémie et aller vers un avenir meilleur", s'est toutefois félicité Justin Trudeau, affirmant qu'il était "prêt" pour ce nouveau mandat et heureux que les Canadiens aient choisi un "programme progressiste".

Après des débuts plutôt favorables et des sondages encourageants, Justin Trudeau a connu une campagne particulièrement compliquée, qui a failli tourner au désaveu personnel. L'usure du pouvoir s'est fait sentir et la "Trudeumanie" de 2015 semblait bien loin... Et sur le terrain, il a dû faire face à chaque déplacement à une foule de manifestants en colère contre les mesures sanitaires. L'un d'entre eux lui a même lancé des graviers. Jusqu'au bout, l'issue du scrutin semblait incertaine: les intentions de vote donnaient encore à quelques heures du scrutin les deux grands partis au coude-à-coude, autour de 31% d'intentions de vote.

Lors des derniers jours de campagne, Justin Trudeau a appelé au vote stratégique, expliquant qu'une victoire des conservateurs serait synonyme de retour en arrière, notamment sur la question climatique.

"Ce soir, les Canadiens n'ont pas donné à M. Trudeau le mandat majoritaire qu'il voulait", a souligné le chef des conservateurs Erin O'Toole lundi soir, regrettant que cette élection ait encore "aggravé les divisions" dans le pays. M. O'Toole, dont le parti vient de remporter 122 sièges, soit trois de plus qu'avant la dissolution du parlement, a fait une campagne résolument au centre et promis aux Canadiens d'incarner le renouveau.

MÉDIAS

Suppression du Djamaâ El Djazair sur une photo de la Une d'El Watan, une violation flagrante des lois (ministère de la communication)

Le ministère de la Communication a qualifié lundi, dans un communiqué, la suppression par le quotidien El Watan de Djamaâ El Djazair sur la photo du convoi funéraire de l'ex-Président, Abdelaziz Bouteflika, de "violation flagrante des lois" et "entorse aux règles du professionnalisme".

"La suppression étonnante de Djamaâ El Djazair de la Une du numéro 9438 du quotidien El Watan, paru le 20 septembre 2021, a suscité une grande consternation et incompréhension du fait de la sensibilité de cet acte, bizarre et injustifié, par apport à l'affect même de la Nation en ce sens qu'il s'agit du plus fort symbole et fondement de l'identité nationale et composantes de la personnalité algérienne, ciblés par divers voies et moyens", a relevé le ministère de la Communication.

Il souligne, dans ce sens, que cette suppression est intervenue lors de la couverture médiatique du convoi funéraire de l'ex-Président moudjahid Abdelaziz Bouteflika, paix à son âme, "où le minaret de Djamaâ El Djazair, un des symboles de l'Algérie indépendante et un monument important de l'Algérie Nouvelle, a été bizarrement occulté en arrière-plan de la photo de la commune ou de la zone de Mohammadia".



Le ministère rappelle que la conception de Djamaâ El Djazair, son aspect et son plan architectural "sont protégés par les lois de la République, législatifs et réglementaires, notamment les ordonnances 03-05 du 19 juillet relative aux droits d'auteur et droits voisins et 03-06 du 19 juillet 2003 re-

lative aux marques ainsi que les dispositions du décret exécutif n 21-75 du 17 février 2021 instituant le périmètre de protection de Djamaâ El Djazair et fixant ses limites et les règles de sécurités qui lui sont applicables".

L'article 8 de ce décret stipule que : "Dans tous les cas et

afin de préserver l'aspect architectural particulier protégé de Djamaâ El Djazair, il est interdit de procéder à l'intérieur du périmètre de protection à toute réalisation ou construction ou installation permanentes pouvant l'occulter partiellement ou totalement, ou dénaturer et/ou diminuer de

son éclat".

Partant, le département de la Communication affirme que la photo occultant Djamaâ El Djazair, telle que parue sur El Watan, "constitue une violation flagrante à ces lois, une altération de cet grand édifice religieux et une entorse à la déontologie et aux règles du professionnalisme".

Fustigeant "fortement et manifestement ces agissements négatifs, notamment au moment où notre pays subit une cyberattaque et des plans systématiques visant à ternir son image et ses valeurs sacrées", le ministère de la Communication exhorte le journal El Watan et l'ensemble des journalistes "au professionnalisme requis et au respect des règles de l'auto-responsabilité, de la responsabilité juridique et de l'éthique de la profession".

Face à ces violations, le ministère "se réserve pleinement le droit d'engager les poursuites judiciaires qu'impose ce cas de figure", conclut le communiqué.

Une atteinte à la mémoire du peuple (Affaires religieuses)

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a qualifié lundi la suppression par le journal +El Watan+ du minaret de Djamaâ El Djazair sur la photo de sa Une, d'"atteinte flagrante de la mémoire du peuple algérien" et de "violation éhontée des lois de la République".

Le communiqué du ministère indique que "le journal francophone "+El Watan+" qui a publié sur sa Une une photo du convoi funéraire de l'ex-Président

Moudjahid, Abdelaziz Bouteflika, sur laquelle apparaît l'image de +Mohammadia+ et de laquelle a été supprimé le minaret de Djamaâ El Djazair, est une atteinte flagrante à la mémoire du peuple algérien et une violation éhontée des lois de la République", lit-on dans le communiqué du ministère.

Le ministère s'interroge "avec étonnement et indignation des plus vifs", sur les visées de cet agissement injustifié

dans une tribune médiatique nationale qui prétend être professionnelle, en recourant à une suppression professionnelle qui ne saurait être justifiée ni par la spontanéité ni par une prétendue fausse manipulation".

Pour le ministère, de telles violations "devront donner lieu à des poursuites administratives et à des mesures judiciaires".

Selon la même source, Djamaâ El Djazair est "un édifice religieux et un monument culturel, scientifique et ci-

vilisationnel, qui écrit l'Histoire pour l'Algérie indépendante et livre un message de fidélité aux chouchada, avec un symbolisme historique, culturel et religieux.

Il institue l'histoire et l'avenir d'un peuple qui a rejeté les plans du colonialisme et s'est attaché à ses fondements religieux et à son legs culturel sur un district dont le nom a été changé de +Lavigerie+ à +Mohammadia+ et de +l'association des Pères blancs+ à +Djamaâ El Djazair+.

HISTOIRE - PATRIMOINE

La récupération du canon historique "Baba Merzoug", un devoir national (conférence)

L'importance de récupérer le canon "Baba Merzoug", symbole de la force navale algérienne et chef-d'œuvre du patrimoine national, a été soulignée par les participants à une conférence organisée lundi au Centre des Arts et de la Culture au Bastion 23 à Alger sur "l'histoire du canon Baba Merzoug et les voies juridiques pour sa récupération".

Intervenant à cette occasion, l'avocate Fatma-Zohra Benbrahim a affirmé que le "canon Baba Merzoug pillé par l'armée française il y a 191 ans représente une bonne partie de l'identité algérienne et un symbole du patrimoine culturel et historique du pays dont la récupération est un devoir national".

"Il y a un arsenal juridique au niveau international qui appuie la demande de l'Algérie pour la récupération de ce chef-d'œuvre historique exposé depuis 1833 à la Place de l'Arсенal à Brest (France)", a souligné l'avocate.

Il existe, en sus des voies juridiques, des canaux diplomatiques et politiques à même de faciliter et accélérer la récupération du canon historique lié à la mémoire collective du peuple algérien outre d'autres pièces relevant du patrimoine culturel ayant été pillé pendant

la colonisation française qui sont exposées actuellement dans les musées de la France, a poursuivi Mme.

Benbrahim, appelant, dans ce sens, à "agir dans le cadre d'une commission mixte algéro-française pour l'accélération de la restitution de ce canon emblématique".

La présidente du Comité national pour la restitution du canon "Baba Merzoug" a rappelé les différents textes de loi permettant à l'Algérie de récupérer cette pièce fabriquée en Algérie en 1542, soulignant que l'opération nécessite une bonne connaissance des lois internationale et française.

Pour sa part, le chercheur en histoire, Smail Boulbina a donné un exposé détaillé sur les spécificités du canon fabriqué à Dar Ennhas en 1542 à côté de la Basse Casbah.

Avec ses douze (12) tonnes de bronze et ses sept (07) mètres de long, il pouvait projeter des boulets à 4.872 mètres, précise le chercheur.

Le chercheur a rappelé que ce canon constituait un rempart contre les attaques par les flottes occidentales ciblant Alger à l'époque.

APS

LITTÉRATURE

Parution de la version anglaise de "Hatab Sarajevo", roman de Said Khatibi

La version anglaise de "Hatab Sarajevo", roman de Said Khatibi initialement écrit en langue arabe, est récemment parue sous le titre "Sarajevo Firewood", aux éditions Banipal - Londres, sous la plume de Paul Starkey.

Dans "Hatab Sarajevo", Said Khatibi met à nu la "laideur" du conflit entre frères appartenant à une même terre, à travers l'histoire de Salim (algérien) et Ivana (bosniaque) qui ont fui leurs pays respectifs, car devenus proies à d'intenses conflits internes, causés par des divergences politiques, ethniques et religieuses.

"En Algérie, comme en Bosnie-Herzégovine, le XXe siècle a connu une fin tragique", brillement répercutée dans le roman

de Said Khatibi, à travers les parcours de vie malheureux de Salim et Ivana qui n'ont désormais en commun que le deuil et la douleur.

Se retrouvant en Slovaquie, chacun d'eux va tenter de dissiper de son esprit meurtri, l'"odeur de la guerre" et reconstruire sa vie en reconsidérant les valeurs humaines et nationales communes qui ont permis la décolonisation et la libération du pays.

Roman à succès de 327 pages, d'abord paru aux éditions El Ikhtlef en 2018 et Difaf, (Beyrouth) en 2020, "Hatab Sarajevo", qualifié de "roman labyrinthique, courageux et extraordinaire", a été retenu en 2020 dans la "Short List" des romans

proposés au Booker Prize arabe.

Né en 1984 dans la ville de Boussaâda, Said Khatibi a étudié à l'Université d'Alger, avant de poursuivre une formation supérieure approfondie en littérature à la Sorbonne (Paris).

Poète et auteur s'exprimant en langues, arabe et française, il a été distingué à différentes occasions et compte à son actif une dizaine de romans, dont "Kitab El Khataya" (2013), "Jana'in a sharq el moultahiba" ou voyage dans les Balkans (2015), "Quarante ans d'attente pour Isabelle" (paru en 2016 et traduit en espagnol par Noemi Fierro Bandera) et "Bois de chauffage de Sarajevo" (2018).

TECHNOLOGIES

La crise des sous-marins menace la tenue d'un conseil UE-USA sur les technologies

La crise des sous-marins entre la France, les Etats-Unis et l'Australie menace la tenue la semaine prochaine d'un nouveau conseil américano-européen chargé de coordonner les politiques des deux blocs dans le domaine des technologies et du commerce, ont indiqué mardi des sources européennes.

"Une date avait été prévue la semaine prochaine pour la première réunion du Conseil commun du commerce et de la technologie (EU-US Trade and Technology Council, TTC).

Nous analysons l'impact de l'accord militaire entre Washington, Londres et Canberra) AUKUS sur cette date", a déclaré le porte-parole de la Commission européenne, Eric Mamer.

Cette première réunion du TTC était prévue le 29 septembre à Pittsburgh (Etats-Unis).

La création du TTC avait été annoncée en juin lors de la visite du président américain Joe Biden à Bruxelles.

Réclamée par les Européens, cette nouvelle instance incarnait un rapprochement transatlantique après des années de tension sous la présidence de Donald Trump.

Elle vise à coopérer pour des réglementations respectueuses des droits humains, notamment dans la tech, pour contrer l'influence de la Chine souvent considérée



comme une menace pour les normes éthiques occidentales (surveillance, confidentialité des données...).

Selon un diplomate européen, les Français ont émis l'idée de reporter la réunion de Pittsburgh pour protester

contre le pacte de sécurité

conclu entre les Etats-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni qui a entraîné la rupture d'un important contrat de sous-marins militaires passé par la France avec l'Australie.

Selon cette source, l'idée suscite cependant l'hostilité des pays baltes, traditionnel-

lement alignés sur Washington, mais aussi de l'Allemagne.

"Il revient à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, de décider", a souligné un autre diplomate européen.

INTERNET SPATIAL
Lancement de 34 nouveaux satellites britanniques

Une fusée russe Soyouz, opérée par l'europpéen Arianespace, a lancé mardi 34 nouveaux satellites de l'opérateur britannique OneWeb, qui déploie une constellation pour fournir un internet haut débit partout dans le monde.

La fusée a décollé à 18h07 GMT du cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, selon des images diffusées en direct par l'agence spatiale russe Roscosmos.

"Le lancement s'est déroulé normalement", a commenté son directeur, Dmitri Rogozine, sur la messagerie Telegram. Il s'agit du sixième lancement de satellites OneWeb cette année, trois semaines après celui du 23 août. Au total, 322 satellites seront désormais en orbite pour cette constellation. OneWeb, détenu par le gouvernement britannique avec l'indien Bharti, prévoit un internet mondial opérationnel fin 2022 grâce à un réseau de 650 satellites. En vertu d'un contrat avec l'europpéen Arianespace confirmé en septembre 2020, 16 tirs de Soyouz sont prévus entre décembre 2020 et fin 2022 pour achever le réseau. Plusieurs projets en vue de mettre en place des constellations fournissant, de l'espace, un internet global sont en cours de réalisation. Le milliardaire américain Elon Musk, patron de la société spatiale SpaceX, a déjà mis en orbite à cette fin plus de 1.500 satellites pour créer le réseau Starlink.

APS

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER

ولاية الجزائر

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE

المقاطعة الإدارية

DE ZERALDA

لزرالدة

AVIS D'ANNULATION D'ATTRIBUTION
PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public le directeur de la direction du budget, de la comptabilité et de patrimoine de la wilaya d'Alger informe l'ensemble des soumissionnaires que l'Avis d'attribution provisoire paru sur les quotidiens nationaux « DK news » du 07/04/2021 et « l'équipe Dz » du 07/04/2021 relatif à l'opération : Travaux de revêtement voirie Domaine Selman Kaddour commune de Zeralda est annulé

DK NEWS

Anep : 2116016277 du 22/09/2021

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger

Circonscription administrative de Rouïba

N.I.F : 410002000016085

AVIS D'ANNULATION DE
L'ATTRIBUTION PROVISOIRE
À L'APPEL D'OFFRE RESTREINT N°05/2020

Conformément à l'article 73 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics.

Monsieur le Wali délégué de la Circonscription Administrative de Rouïba, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales N°05/2020 publié dans les quotidiens nationaux « الشاهد » et « DK NEWS » le 27/05/2020 relatifs à la « Réalisation réseau d'Assinissement au niveau des zones d'ombres/

- Lot n° 03/ Cité Bouraada Aissa - Commune Reghaïa
- Lot n° 04/ Cité Bouraada Hafiz- Commune Reghaïa»

A l'annulation de l'attribution provisoire des deux projets sus-cités au profit des entreprises ETPH BOUADEL FATHI et ETBPH HAMMOUDI publié dans les quotidiens nationaux « الشاهد » et « DK NEWS » le 28/09/2020.

DK NEWS

Anep : 2116016437 du 22/09/2021

HAND-CHAMPIONNAT ARABE
DES CLUBS-2022

Les assurances du MJS "soulagent" le président l'ES Arzew

La direction de l'ES Arzew de handball, dont le président a été reçu lundi par le ministre de la Jeunesse et des Sports, a eu des assurances concernant la contribution des pouvoirs publics dans la réussite du championnat arabe des clubs qu'elle va organiser en mars prochain, a indiqué mardi son premier responsable. "Ma première rencontre avec le nouveau ministre de la jeunesse et des sports, Abderrazak Sebgag, m'a davantage rassuré quant au soutien des pouvoirs publics à notre club en vue d'accueillir, en mars prochain, le championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes", a déclaré mardi à l'APS, Amine Benmoussa. Le président de la formation de la ville pétrochimique a fait savoir, en outre, qu'il a profité de cette entrevue pour informer le premier responsable de la tutelle de l'évolution des préparatifs du rendez-vous arabe, ainsi que les contraintes rencontrées par son club pour assurer une organisation de premier ordre de cet événement. "M. Abderrazak Sebgag est au courant de tout ce qui a trait aux préparatifs du championnat arabe. Il m'a notamment rassuré concernant le changement qui vient d'intervenir au niveau de la fédération algérienne de handball, après la suspension de son président et certains des membres exécutif, indiquant qu'il n'aura aucune incidence sur l'organisation en Algérie de cette compétition arabe", a-t-il ajouté. Ayant profité pour soulever le volet financier de l'épreuve, le président de l'ESA, dont le club évolue dans le championnat de l'Excellence, a dit, en outre, avoir noté une "nette volonté de la part du ministre d'assister le club dans ce registre à travers des instructions fermes qu'il a promis de donner à la direction de la jeunesse et des sports d'Oran pour nous accompagner dans l'organisation de cet événement". Reporté à deux reprises, le coup d'envoi du championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes est fixé au 1er mars 2022. Il s'inscrit aussi dans le cadre des compétitions expérimentales (tests-Events) en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens programmés à Oran du 25 juin au 5 juillet de la même année. "Notre objectif étant de battre le record détenu par la ville de Marrakech (Maroc) en matière de participation (14 clubs). Le ministre nous partage la même ambition, et c'est ce qui nous motive davantage", s'est encore réjoui le président de l'ESA.

SPORT - SAUT À SKIS L'Autrichien Gregor Schlierenzauer met fin à sa carrière à 31 ans

L'ancienne star autrichienne du saut à skis, Gregor Schlierenzauer a annoncé mardi avoir décidé de mettre fin à sa carrière sportive, à seulement 31 ans, à cause notamment de blessures à répétition depuis 2016, l'ayant empêché de revenir au plus haut niveau. "La décision de mettre fin à ma carrière n'a pas été facile à prendre, mais elle me semble juste, tout comme le moment choisi", a indiqué "Schlieri" sur son blog. "Cela été un voyage unique et intense, qui m'a permis de repousser les frontières, mais qui m'a aussi montré mes limites", y a-t-il regretté. Schlierenzauer affiche à son palmarès 53 victoires en Coupe du monde, record de la discipline, deux globes de cristal de N1 mondial, quatre médailles olympiques, dont un titre par équipes en 2010, six titres mondiaux et deux sacres dans la prestigieuse Tournée des Quatre tremplins (2012, 2013). Mais en 2015, il était déjà "en bout de course", selon ses propres termes, et a ensuite enchaîné les blessures. Début 2016, il avait décidé de suspendre sa carrière, pris dans une spirale de perte de confiance. De retour à la compétition un an plus tard, il ne parviendra jamais à revenir au sommet.

APS

JM ORAN-2022

Le gouvernement impulse une nouvelle dynamique aux chantiers des infrastructures sportives

Une nouvelle dynamique sera impulsée aux différents chantiers des infrastructures sportives en cours de réalisation à Oran en prévision de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM) que va abriter la ville l'été prochain, suite à la réunion intersectorielle tenue récemment au niveau du ministère des Finances.

Confrontés depuis quelques temps à certaines contraintes d'ordre technique et surtout financier, le complexe sportif olympique et le village méditerranéen, deux importants équipements dédiés aux JM, devraient "bientôt" passer à la vitesse supérieure en matière de réalisation, assure-t-on du côté du Comité d'organisation local (COJM) que dirige l'ancien nageur algérien Salim Iles.

"Il n'y a pas lieu de trop s'inquiéter au sujet de l'avancement des travaux des différentes infrastructures sportives concernées par les JM. Certaines contraintes ont été signalées, mais avec la mobilisation des pouvoirs publics pour y remédier, tout devrait rentrer dans l'ordre", a assuré à l'APS le président de la commission ad-hoc chargée du suivi des infrastructures sportives au niveau du COJM, Sofiane Benchechor. En fait, l'intérêt particulier accordé par la plus haute autorité du pays, représentée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au dossier des JM représente un gage d'assurance pour le COJM, a encore ajouté la même source. Deux directions locales sont chargées des dossiers des infrastructures sportives dédiées aux rendez-vous méditerranéens à Oran, à savoir la Direction des équipements publics (DEP) et celle de la jeunesse et des sports (DJS). C'est vers la première instance que les yeux sont le plus braqués, étant donné qu'il s'agit du maître d'ouvrage du complexe sportif olympique dont va bénéficier, prochainement, la capitale de l'Ouest à l'occasion de ces Jeux.

Lancés au début des années 2010, les travaux au niveau de cette importante infrastructure sportive, confiés à une entreprise chinoise, ont beaucoup trainé avant l'avènement du choix porté à la candidature de la ville d'Oran pour abriter la 19e édition des JM en 2015.

Depuis, un virage important



a été amorcé dans la réalisation de ce complexe pour qu'il soit fin prêt pour accueillir l'événement sportif régional, programmé initialement pour l'été 2021 avant qu'il ne soit décalé d'une année à cause de la crise sanitaire mondiale liée à la propagation du coronavirus.

Les assurances du MJS

Mais ce nouveau souffle donné aux différents chantiers du complexe qui comporte, entre autres, un stade de football (40.000 places), une salle omnisports (6.000 places), un stade d'athlétisme (4.000 places) et un centre nautique de trois piscines dont deux olympiques, a été freiné souvent par des contraintes d'ordre technique et financier.

La crise sanitaire mondiale a eu également son impact sur l'évolution des travaux, obligeant les services concernés à revoir à chaque fois le calendrier de la livraison des différentes unités de ce complexe. Mais à l'approche de la tenue des JM, prévus du 25 juin au 5 juillet, la sonnette d'alarme a été tirée. Les appréhensions de voir le Comité international des JM retirer à l'Algérie l'organisation de cette manifestation sportive commençaient d'ailleurs à s'emparer des Algériens, avant que le ministre de la Jeunesse et des Sports,

Abderrazak Sebgag, ne vienne dissiper ces craintes au cours de la conférence de presse qu'il a animée récemment, soulignant que le gouvernement accordait une grande priorité à cet événement méditerranéen.

Cet intérêt du gouvernement a été traduit justement par l'installation par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmen Benabderrahmane du Comité de suivi pour la prise en charge de la levée de tous les obstacles relatifs aux JM, formé des secteurs de la Jeunesse et des Sports, du ministère de l'Habitat et du wali de la wilaya d'Oran. Le comité, supervisé par le directeur général du budget et dont la mission est de remédier à tous les obstacles, a tenu sa première réunion le 8 septembre, rappelle-t-on.

Les obstacles en question sont liés notamment aux exigences formulées par la société chinoise pour la réévaluation du coût des projets dont elle assure la réalisation, selon ses responsables. Outre les actions menées par le gouvernement pour donner un coup d'accélérateur à la cadence des travaux de réalisation du complexe sportif olympique d'Oran ainsi que du village méditerranéen, tous les deux implantés dans la commune de Bir El Djir, les autorités locales ont décidé d'apporter leur contribution.

A ce propos, il a été annoncé, lors de la dernière session de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), la mobilisation d'une somme de l'ordre de 790 millions de dinars pour le parachèvement des différents équipements sportifs. Tout cela devrait permettre la réception des infrastructures en question dans les délais fixés, à savoir "en fin d'année", selon une précédente déclaration à l'APS du premier responsable de la DEP, Fouad Aïssi.

Les chantiers de la DJS sur la bonne voie

Concernant les autres opérations engagées par la DJS au nombre de treize, le directeur de cette instance, Yacine Siefi, a fait savoir que la majorité d'entre elles seront achevées en décembre prochain. "Nous avons engagé pas moins de 13 opérations au niveau des différentes infrastructures sportives relevant de notre département. Les travaux avancent avec une cadence acceptable, et nous comptons réceptionner la plupart des équipements concernés en décembre prochain", a-t-il déclaré.

"Le taux d'avancement des travaux diffère d'un équipement à un autre, mais la moyenne générale avoisine les 80 %. De petites contraintes techniques empêchent la livraison de quelques infrastructures. Ces dernières seront réceptionnées au plus tard avant la fin du premier trimestre de l'an 2022", a-t-il poursuivi.

Plusieurs enceintes sportives ont bénéficié de larges opérations de réhabilitation à l'occasion du déroulement à Oran de la 19e édition des JM. Le Palais des sports Hammou-Boutellil, la piscine olympique de M'dina J'dida, le complexe de tennis de Hai Essalem, ainsi que l'Institut national de formation des cadres supérieurs de la jeunesse et des sports à Ain Turck ont tous fait peau neuve, rappelle-t-on.

TENNIS - CIRCUIT AFRICAÏN ITF/CAT DES U14

L'Algérienne Maria Badache en demi-finale

La tenniswoman algérienne Maria Badache s'est qualifiée lundi pour les demi-finales du Circuit africain des moins de 14 ans actuellement en cours en Tunisie, en dominant la représentante du pays organisateur Yasmine Aljense sur le score de 6-2, 6-1. Au prochain tour, elle sera opposée à la jeune Marocaine Kenza El-Akili, avec l'objectif de gagner pour aller en finale. L'Algérienne avait déjà fait sensation au tour précédent, en dominant la tête de série N.1, l'Égyptienne Gana Houssein Salah-Eddin Mohamed Omar sur le score de 6-0, 6-1, avant de poursuivre

son parcours avec le même rythme. Maria Badache s'est également qualifiée pour les quarts de finale du double, en faisant équipe avec sa compatriote Wissal Boudjemaoui. Elles seront opposées au duo Égyptien, composé de Gana Houssein Salah-Eddin Mohamed Omar et Nehad Nardine. Lors du premier tour de ce tableau double, les Algériennes avaient dominé un tandem composé de la Marocaine Camelia Hadab et de la Tunisienne Khadija Ben Salem 7-5, 7-6 (4). L'Algérie est représentée par dix jeunes tennismen (six garçons et quatre filles)

dans ce tournoi continental, entamé dimanche en Tunisie. Outre Badache et Boudjemaoui, les huit autres représentants algériens dans cette compétition sont : Chakib Laïhem, Mohamed-Chérif Amir Hamdouda, Ouassim Benguergoura, Belkacem Zakaria, Yacine Meghari et Nacer Ghoulil chez les garçons, ainsi que Cerine Kaïdi et Imène Ghetas chez les filles. Après cette compétition, les jeunes internationaux algériens prendront part à un autre tournoi du Circuit africain (IFT/CAT), prévu du 26 septembre au 4 octobre en Égypte.



QUALIF. MONDIAL-2022 (4E JOURNÉE) Niger-Algérie avancé de trois heures et se jouera à 17h00 (FAF)

Le match Niger - Algérie comptant pour la 4e journée des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar-2022, prévu le 12 octobre au stade du Général Seyni Kountché de Niamey, à 19h00 GMT, a été avancé à 16h00 GMT (17h00 heure algérienne), a indiqué mardi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

« Le gouvernement du Niger n'autorisant pas d'événement en soirée dû à des restrictions sécuritaires, la FIFA a été dans l'obligation de fixer finalement la rencontre Niger-Algérie à 16h00 GMT, au lieu de 19h00 GMT, heure initialement fixée pour le match », a ajouté la même source.

A noter que trois plages horaires sont retenues par la FIFA pour la diffusion des rencontres des éliminatoires du Mondial-2022 à savoir: 13h00 GMT, 16h00 GMT et 19h00 GMT, et où chaque fédération a la latitude de choisir l'horaire qui lui convient. Dans le même sillage, la demande de la FAF de décaler pour 20h00 le match de la 3e journée, Algérie - Niger, prévu le vendredi 8 octobre au stade du Chahid Mustapha-Tchaker de Blida, a été acceptée. Après deux jours nées jouées, l'Algérie et le Burkina Faso sont en tête du groupe A avec quatre points chacun, suivis du Niger (3 pts) et de Djibouti qui ferme la marche avec zéro point.

LIGUE 1 - ASO CHLEF Reprise mardi, confiance renouvelée au coach Zaoui

La direction de l'ASO Chlef a fixé à mardi la reprise des entraînements de son équipe première de football en prévision du nouvel exercice 2021-2022, annonçant également le renouvellement de sa confiance à l'entraîneur Samir Zaoui.

La reprise des entraînements aura lieu au niveau du terrain de football du centre de préparation régional de la ville à partir de 17h00, a précisé le club de Ligue 1 via sa page officielle Facebook.

La prolongation du contrat de l'entraîneur Zaoui intervient après que ce dernier a réussi à éviter la relégation aux Chélifiens qu'il avait rejoints au milieu de l'exercice passé.

L'ancien défenseur international avait fait un premier passage à l'ASO, club où il a réalisé l'essentiel de sa carrière de joueur, lors de l'exercice 2018-2019 et qui a été couronné par une accession en Ligue 1, rappelle-t-on.

Côté effectif, l'ASO a enregistré jusque-là plusieurs départs, dont deux éléments clés, en l'occurrence Beldjilali, parti en Arabie Saoudite et Benzaza qui a rejoint l'USM Alger.

En revanche, le club vient de se renforcer par les services du gardien de but Sofiane Kacem (ex-JSM Skikda), Senouci Foughloul (MC Oran), Youcef Narbasla (JS Aïn Defla) et Akib Jouba (USM El-Harrach), souligne-t-on de même source.

APS

FOOTBALL (SAISON-2021-2022) 43 arbitres d'élite en stage à Alger (FAF)

Quarante trois (43) arbitres dont neuf (9) internationaux ont pris part au séminaire organisé du 16 au 19 septembre à Alger, dans le cadre de la préparation de la nouvelle saison footballistique 2021/2022, a annoncé mardi la Fédération algérienne de football (FAF).

« Organisé par la Commission fédérale d'arbitrage (CFA) de la FAF, le séminaire destiné aux arbitres d'élite, a permis aux stagiaires de suivre des cours théoriques et d'autres pratiques, ainsi que des démonstrations (en feed-back), ce qui a permis au corps arbitral de se mettre à jour avec les méthodes et autres consignes et techniques d'arbitrage », a indiqué l'instance dans un communiqué publié sur son officiel.

Le président de la FAF, M. Amara Charaf-Eddine, qui a assisté à la session finale, a exprimé aux présents, son soutien indéfectible aux arbitres, en les exhortant à fournir les efforts nécessaires non seulement pour être à la hauteur de leur mission, mais surtout de représenter dignement l'Algérie lors des compétitions internationales.

Le séminaire s'est clôturé par une cérémonie au cours de laquelle, l'arbitre Rafik Achouri et l'arbitre assistant



Boulegrinat ont été honorés par la CFA/FAF pour leur parcours exemplaire. Il est à rappeler que l'instance fédérale avait organisé, durant la 2e semaine de septembre, sous

l'égide de la FIFA, la formation «MA FIFA» au profit de trente (30) arbitres et arbitres assistants d'élite algériens, sous la conduite du M. Athana Nkubito (Directeur régional

d'arbitrage de la zone francophone / FIFA), M. Issam Abdelseth (Egypte), instructeur technique FIFA, et l'expert algérien de la FIFA, Cherifi Nasreddine.

LIGUE 1 - MC ORAN 15 joueurs engagés et le recrutement pas encore clos

Le MC Oran, qui a connu cet été un départ massif de ses joueurs avoisinant la vingtaine, est sur le point de clôturer son opération de recrutement après avoir engagé jusque-là pas moins de 15 recrues, a-t-on appris mardi de la direction de ce club de Ligue 1 de football. Tous les compartiments ont été concernés par l'opération de recrutement marquée par un amalgame de joueurs chevronnés et moins connus sur la scène footballistique nationale, a souligné la même source.

Dans les bois, trois gardiens de but sont venus remplacer trois autres partis. Il s'agit de Soufi (ex-WA Tlemcen), Della Krachai (ASM Oran) et Hamdad (JS Kabylie). Ces arrivées compensent les départs de Litim, Toulal et Khaldi.

En défense, le MCO a enregistré l'ar-

rivée des latéraux Allati (MC Alger), Berrached (SKAF Khmis), et Khadir (USM Bel-Abbès), ainsi que le défenseur central Khali (CR Belouizdad).

Le milieu de terrain a connu lui aussi du renfort avec l'arrivée des deux ex-joueurs du RC Relizane, Koukhir et Chadli, ainsi que Talha (MC Saïda).

Mais le gros du recrutement a été effectué au niveau du secteur offensif avec l'arrivée de Dehar et Djaabout (AS Aïn M'hila), Yadadene (HB Chelghoum Laïd), Belmokhtar (USM Bel-Abbes), et Belaribi (WA Tlemcen).

L'ancien meneur de jeu du MCO, Zakaria Mansouri, qui évoluait au CS Sfax (Tunisie), pourrait à son tour faire son come-back au club phare de la capitale de l'Ouest du pays pour lequel il a joué lors de l'avant-précédent exercice,

a-t-on fait savoir de même source. Par ailleurs, le nouvel entraîneur des «Hama-raoua», Azeddine Ait Djoudi, qui a prévu de lancer, hier lundi, les préparatifs de la nouvelle saison, a dû décaler la reprise à mercredi, a-t-on encore informé.

Le «Mouloudia», qui a terminé cinquième le championnat de l'exercice précédent, devra néanmoins s'acquitter de ses dettes envers d'anciens joueurs ayant saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour qualifier ses nouvelles recrues.

Lesquelles dettes s'élèvent à un peu plus de 10 millions de dinars, indique-t-on. La première journée de la nouvelle édition du championnat de Ligue 1 est fixée aux 22 et 23 octobre prochain, rappelle-t-on.

CHAMPIONNAT DE FRANCE Lens écope d'un huis clos à titre conservatoire

La commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) a sanctionné lundi le club de Lens d'un huis clos à titre conservatoire pendant au moins deux matches, en attendant les conclusions de l'enquête sur les «graves débordements» entre supporters lennois et lillois samedi.

En ce début de saison de Ligue 1, plusieurs incidents ont émaillé le retour des supporters dans les tribunes, notamment les heurts de Montpellier-Marseille puis de Nice-Marseille et l'instance disciplinaire de la LFP a dû se pencher lundi sur les incidents survenus lors du derby du Nord entre Lens et Lille (1-0), de la 6e journée.

«Au regard des graves débordements intervenus», elle a décrété un huis clos total au stade Bollaert-Delelis de Lens jusqu'au terme de l'instruction, avant



une décision attendue le 6 octobre. Cette mesure de huis clos concerne pour l'heure deux rencontres de Ligue 1 du Racing, contre

Strasbourg mercredi et Reims le 1er octobre. La commission a également décidé la fermeture du parking de supporters lillois

quand le Losc joue à l'extérieur, à commencer par le déplacement prévu à Strasbourg samedi pour la 8e journée de L1.

La Fifa veut consulter les fédérations le 30 septembre sur la réforme du calendrier

La Fifa compte organiser un «sommet en ligne» le 30 septembre pour consulter ses fédérations membres sur la réforme du calendrier international, a annoncé lundi l'organisation faîtière du football mondial qui envisage notamment une Coupe du monde organisée tous les deux ans.



La fédération internationale souhaite «lancer une nouvelle phase de consultation autour des calendriers internationaux féminin et masculin, qui viennent à expiration fin 2023 et 2024 respectivement», écrit-elle dans un communiqué.

«La suite des invitations adressées début septembre aux parties prenantes, y compris à l'ensemble des confédérations, des discussions seront organisées dans les semaines à venir», poursuit l'instance.

«La Fifa a également convié ses associations membres à un premier sommet en ligne le 30 septembre 2021.

Ce sera l'une des nombreuses occasions d'établir un débat ouvert et constructif au niveau mondial et régional au cours des prochains mois», fait-elle valoir.

Le débat autour du calendrier international et d'une Coupe du monde tous les deux ans a été relancé ces derniers jours dans le quotidien français L'Equipe par l'ex-entraîneur Arsène Wenger, directeur du développement de la Fifa.

Celui-ci préconise une compétition de sélections chaque année, en alternant

Mondial et compétitions continentales, comme l'Euro ou la Copa America, tout en regroupant les qualifications sur le seul mois d'octobre, ou en octobre et mars.

L'UEFA, la puissante confédération européenne de football, s'y est opposée, assurant qu'un Mondial biennal au lieu d'être organisé tous les quatre ans, «diluerait» le «joyau» du football mondial, selon son président Aleksander Ceferin. La Conmebol sud-américaine a également fait part de son refus, affirmant que ce projet n'avait «aucune justification sportive».

Le président de la Fifa, Gianni Infantino, a promis que des décisions seraient prises d'ici la fin de l'année.

Dans cette campagne d'opinion, la Fifa a d'ailleurs diffusé jeudi un sondage en ligne faisant état d'une légère majorité d'amateurs de football soutenant l'idée d'un Mondial «plus fréquent».

Cette étude contraste avec la nette opposition manifestée par plusieurs dizaines d'associations nationales de supporters.

MONDIAL 2022 (QUALIFICATION) - KENYA Un nouveau sélectionneur pour seulement deux mois



La Fédération kenyane de football a engagé le Germano-Turc, Engin Firat, nouveau sélectionneur des Harambee Stars, pour une période de deux mois seulement, soit jusqu'à la fin des éliminatoires de la Coupe du Monde (Qatar-2022), a indiqué l'instance kenyane de football dans un communiqué.

Firat, âgé de 51 ans, et ancien sélectionneur de l'équipe nationale de Moldavie, a été officialisé dimanche, par la fédération et remplacera l'ancien sélectionneur, Jacob Mulee qui a récemment quitté son poste.

Durant les huit semaines pour lesquelles il a été engagé, le technicien germano-Turc aura pour mission de redonner un nouveau souffle à l'équipe kenyane qui a enregistré deux matchs nuls, lors des ses deux premières journées des éliminatoires du mondial, contre le Rwanda (1-1) et l'Ouganda (0-0).

« Le contrat d'Engin Firat ne sera prolongé que s'il arrive à redresser la barre.

Et cela commencera avec les deux matchs contre le Mali, le 7 octobre à Bamako et trois jours après à Nairobi, à l'occasion des 3^e et 4^e journées des éliminatoires du Mondial 2022», a ajouté la même source citant le président de l'instance dirigeante du football, Kenyan Nicholas Mwendwa.

Après deux journées jouées dans le groupe E, pour le compte des éliminatoires de la Coupe du Monde (Qatar-2022), le Kenya partage la seconde place avec l'Ouganda (2 points), derrière le Mali, 1^{er} avec 4 points et devant le Rwanda, dernier avec 1 point.

Une seule sélection passera au dernier tour des éliminatoires de la CM-2022 qui donnent cinq places au continent africain.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'EL-TARF
DIRECTION DU COMMERCE
NIF : 000336019008351
Avis d'attribution provisoire et d'infirmité

Conformément au décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation de marchés publics et des délégations de service public
- Suite à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales N°01/2021 paru le 28/07/2021 pour :

PROJET : Acquisition d'équipements pour l'école pédagogique de formation paramédicale de 300 places à El Tarf

- Lot N°01 : Acquisition et installation du mobilier, du matériel de bureau et pédagogique.
- Lot N°02 : Acquisition et installation de matériel informatique, d'impression et de téléphonie.
- Lot N°03 : Acquisition et installation d'équipement de climatisation et d'électricité.
- Lot N°04 : Acquisition et installation de matériel de cuisine et de buanderie.
- Lot N°05 : Acquisition de matériel d'hébergement.
- Lot N°06 : Acquisition et installation de matériel médical.

- Suite au PV de La commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres pour l'évaluation des offres du 13/09/2021.

- La direction du Commerce de la Wilaya d'El-Tarf informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°01/2021 pour Equipement D'un Acquisition d'équipements pour l'école pédagogique de formation paramédicale de 300 places à El Tarf, à été attribué comme suit :

Attribution provisoire pour :

Lot N°01 : Acquisition et installation du mobilier, du matériel de bureau et pédagogique.

Entreprise	Projet	NIF N°	Montant de l'offre DA en TTC	Montant après correction DA en TTC	Délai de livraison	Note obtenue /70	Obs
BOUHDIDA DJEMAI ETS Fourniture des Equipements Collectifs et Professionnels. Lotissement « ELHANA » N24 Commune OUM EL BOUAGHI -W. OUM EL BOUGHI	Acquisition d'équipements pour l'école pédagogique de formation paramédicale de 300 places à El Tarf. Lot N°01 : Acquisition et installation de mobilier et matériel de bureau et pédagogique.	19724010001453	16 030 371.00 DA	16 030 371.00 DA	20 jours	55-7 pts	Seule offre qualifiée techniquement

Lot N°02 : Acquisition et installation de matériel informatique, d'impression et de téléphonie.

Entreprise	Projet	NIF N°	Montant de l'offre DA en TTC	Montant après correction DA en TTC	Délai de livraison	Note obtenue /70	Obs
EL ALOUANI IDRIS ETS BUREAUTIQUE. Mobilier de bureaux et informatique. 01 rue KLIBET - ANNABA -	Acquisition d'équipements pour l'école pédagogique de formation paramédicale de 300 places à El-Tarf Lot N°02 : Acquisition et installation de matériel informatique, d'impression et de téléphonie.	1874701000209195	5 986 544.90 DA	5 986 544.90 DA	20 jours	53-07 pts	Le Meille D'après Qualité Techniquement

Lot N°04 : Acquisition et installation de matériel de cuisine et de buanderie.

Entreprise	Projet	NIF N°	Montant de l'offre DA en TTC	Montant après correction DA en TTC	Délai de livraison	Note obtenue /70	Obs
GHERISSI BELKACEM Commerce de Gros Equipements de cuisine Cité ELMOUDJAHIDE Commune EL OUED -W- EL OUED	Acquisition d'équipements pour l'école pédagogique de formation paramédicale de 300 places à El Tarf Lot N°04 : Acquisition et installation de matériel de cuisine et de buanderie.	199636010035930	20 267 247.00 DA	20 267 247.00 DA	20 jours	57 pts	Seule offre qualifiée techniquement

Lot N°05 : Acquisition de matériel d'hébergement.

Entreprise	Projet	NIF N°	Montant de l'offre DA en TTC	Montant après correction DA en TTC	Délai de livraison	Note obtenue /70	Obs
« BADER TAKEDDINE » ETS Fourniture des Equipements Collection et Professionnels, L N°02 lotissements ZAC Sidit Belkacem - Commune d'El Tarf -	Acquisition d'équipements pour l'école pédagogique de formation paramédicale de 300 places à El Tarf Lot N°05 : Acquisition de matériel d'hébergement.	1874701000205195	15 281 908.00 DA	15 281 908.00 DA	20 jours	51-5 pts	Le Meille D'après Qualité Techniquement

Infirmité pour :

Lot N°03 : Acquisition et installation d'équipement de climatisation et d'électricité : Aucun soumissionnaire n'a été qualifié.

Lot N°06 : Acquisition et installation de matériel médical : Aucun soumissionnaire n'a été reçu.

NB /

- Les soumissionnaires peuvent aussi prendre connaissance des résultats de l'évaluation de leurs offres dans un délai de (03) jours à partir de la première parution de l'avis d'attribution.

- Les soumissionnaires qui contestent les résultats peuvent introduire un recours dans un délai de 10 jours à partir de la première parution du présent avis aux quotidiens nationaux ou le BOMOP.

AS Roma : Nzonzi est toujours en Italie

José Mourinho vit une nouvelle jeunesse à la tête de l'AS Roma. Une renaissance que ne ressent pas l'ensemble de son groupe. Mis à l'écart Steven Nzonzi refuse de quitter la Louve malgré les offres. Steven Nzonzi est imperturbable. L'ancien Rennais refuse toutes les offres qui arrive sur le bureau de l'AS Roma. Selon Il Tempo, le Français a dit non à Al Rayyan et Benfica cet été, déclinant également les offres de pays dont le marché était encore ouvert. Poussé vers la sortie, l'international français se satisfait de sa situation alors qu'il est à l'écart du groupe depuis plusieurs semaines. La vie est belle à Rome.



HAALAND DANS LE VISEUR DES REDS

Les dirigeants de Liverpool auraient débuté cette semaine les négociations avec l'agent d'Erling Haaland en vue d'un transfert l'été prochain.

En manque de profondeur sur le plan offensif, Liverpool se retrouvera même démuné pendant la CAN, alors que Sadio Mané et Mohamed Salah seront respectivement en sélection du Sénégal et d'Égypte. Pourtant, la situation n'affole pas Jürgen Klopp, qui souhaite recruter un buteur... mais pour l'été 2022.

D'après les informations du média 90min, les Reds auraient même débuté cette semaine les négociations avec Mino Raiola en vue d'un transfert d'Erling Haaland l'été prochain.

Un gros coup que Liverpool n'a pas l'intention de laisser passer. Comme ses concurrents, le club de la Mersey espère recruter le phénomène norvégien contre environ 75 millions d'euros, soit le montant de sa clause libératoire qui prendra effet cette saison. D'après certains médias, le prix de la clause pourrait même atteindre les 90 millions d'euros en fonction des performances du Cyborg de 21 ans. Reste à savoir si Liverpool aura les faveurs d'Erling Haaland l'été prochain, alors que des clubs comme Manchester City, Manchester United, le Barça, le Real Madrid et le PSG viendront également frapper à la porte du Borussia Dortmund.

KANTÉ RASSURANT SUR SON ÉTAT PHYSIQUE

Le milieu de terrain français assure se "sentir mieux" après avoir retrouvé les terrains le week-end dernier. Le milieu de terrain français affirmant que son récent problème à l'aine a été "très bien géré" et qu'il "se sent maintenant mieux". Le champion du monde tricolore a été contraint de manquer trois matchs de son équipe après avoir contracté une blessure en début de saison. Son retour s'est effectué dimanche lors de l'opposition contre Tottenham.

N'Golo Kanté a rassuré son coach Thomas Tuchel par rapport à son état de santé après avoir retrouvé les terrains le week-end dernier. Le milieu de terrain français affirmant que son récent problème à l'aine a été "très bien géré" et qu'il "se sent maintenant mieux". Le champion du monde tricolore a été contraint de manquer trois matchs de son équipe après avoir contracté une blessure en début de saison. Son retour s'est effectué dimanche lors de l'opposition contre Tottenham. Un retour gagnant puisqu'après avoir été incorporé comme remplaçant en cours de jeu, il s'est distingué en marquant un but. Son premier en 49 rencontres de championnat. Après avoir savouré cette belle sortie, Kanté a fait part de ses sensations sur le site officiel du club : "Je me sens mieux. Je pense que nous avons très bien géré la blessure. J'ai pris le temps d'entrer sur le terrain et je suis heureux d'être de retour et je me sentais très bien." Kanté a remplacé Mason Mount au cœur du milieu de terrain de Chelsea contre les Spurs et a donc aidé les Blues à remporter une victoire convaincante 3-0. Outre son but, il a fait montre d'une belle activité dans l'entrejeu. Son énergie et sa motivation ont contribué à repousser les attaques adverses.



DÉBUTS RÉUSSIS POUR FALCAO !

De retour en Liga, huit années après son départ de l'Atletico Madrid, Radamel Falcao a parfaitement réussi ses débuts avec le Rayo Vallecano, large vainqueur de Getafe (3-0), ce samedi, lors de la 5e journée du championnat espagnol. Entré à la 71e minute, l'attaquant colombien a définitivement enfoncé le clou en marquant le troisième but de son club à la 81e minute. Trejo (9e sp) et Ciss (73e) avaient également trouvé la faille avant El Tigre.

Coman très convoité

Kingsley Coman, l'attaquant du Bayern Munich, club avec lequel il n'a pas prolongé à ce jour, ne manque pas de courtisans. Surtout en Premier League. Trois clubs anglais seraient en concurrence pour recruter le joueur du Bayern Munich. Kingsley Coman pourrait quitter le Bayern Munich lors d'un prochain mercato. L'attaquant français n'a pas pu trouver d'accord avec le club allemand pour une prolongation de contrat. Les discussions sont au point mort et plusieurs clubs de Premier League suivent avec attention l'évolution de la situation concernant l'international tricolore.

Selon des informations rapportées par BBC Football, Chelsea, Liverpool et Tottenham seraient notamment sur les rangs. Les trois clubs pourraient passer à l'action dès le mois de janvier. Sous contrat jusqu'en juin prochain, Kingsley Coman est valorisé 65 millions d'euros. Outre ces trois clubs, la Juventus serait également sur les rangs.

Matthijs De Ligt va quitter la Juventus Turin

Débarqué en juillet 2019 à la Juventus Turin comme l'un des joueurs les plus convoités de la planète, Matthijs De Ligt pourrait bien quitter le club au terme de la saison.

Brian Roy, ancien joueur de l'Ajax Amsterdam, a évoqué, pour TuttoJuve, l'avenir de son compatriote Matthijs De Ligt. Exilé en Italie depuis désormais 3 ans, le Néerlandais devrait changer d'air très rapidement alors que la Vieille Dame vit une période de déclin plus que délicate : « Si je suis sûr qu'il peut quitter la Juve à la fin de cette saison ? Je pense toujours qu'il partira à la fin de cette saison. Jouer pour la Juventus pendant trois ans est toujours une bonne histoire. L'Italie est le meilleur pays dans lequel apprendre à tout le monde les secrets de la défense. Barcelone ? Aujourd'hui c'est difficile, mais on ne sait jamais dans le football. »

ALGÉRIE-FRANCE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique du Président français

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a reçu lundi soir un appel téléphonique du président français Emmanuel Macron, selon un communiqué de la présidence de la République. Les deux chefs d'Etat ont abordé, lors de cet entretien, les relations algéro-françaises, ainsi que les questions d'ordre régional, dont la situation en Libye et dans la région du Sahel.



ARMÉE

M. Chanegriha souligne la cohésion entre les secteurs sanitaires militaire et civil durant les catastrophes et les crises (MDN)

Le Général de Corps d'Armée, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), Saïd Chanegriha, a mis en avant, lundi, la "cohésion" et la "solidarité" entre les secteurs sanitaires, militaire et civil, durant les catastrophes et les crises, qualifiant la sécurité sanitaire d'"indissociable" de la sécurité globale, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Le secteur sanitaire de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale, est appelé à poursuivre ses démarches louables visant à consolider les liens d'unité et de cohésion entre notre vaillant peuple et son armée, particulièrement durant les catastrophes et les crises. Un exemple en est votre contribution qualitative et vos efforts laborieux, face à la pandémie de la Covid-19, où la solidarité et la conjugaison des efforts entre les secteurs sanitaires militaire et civil ont été portées à leur apogée et ont réussi, dans une large mesure, à limiter les conséquences fâcheuses de cette pandémie sur notre pays", a relevé le Général de Corps d'Armée, M. Chanegriha s'exprimait lors d'une allocution d'orientation, suivie par visioconférence par les cadres de la santé militaire

déployés à travers les Régions militaires (RM) et ce, à l'occasion d'une visite au niveau de l'Ecole nationale de santé militaire (1^{ère} Région militaire), effectuée suite à la désignation du Général-major Souïd Mohammed El-Bachir dans les fonctions de directeur central des services de santé militaire par intérim. Le Général de Corps d'Armée, qui était accompagné du Secrétaire général du MDN, du Commandant de la 1^{ère} Région militaire et du directeur central des services de santé militaire par intérim, a tenu, à l'issue de cette visite, une réunion de travail avec les cadres et personnels de la santé militaire. "Cette maîtrise quasi-totale de la situation a apporté à l'ANP un sentiment de satisfaction et de fierté et une grande force morale, qui lui servira, sans nul doute, à ouvrir davantage à réunir les exigences de la sécurité et de la stabilité dans notre cher pays. Il va sans dire que la sécurité sanitaire est indissociable de la sécurité globale et durable et celle-ci demeure, pour nous, un objectif majeur qu'il faut atteindre, quelles que soient les circonstances", a ajouté M. Chanegriha.

Il a salué, à ce titre, les personnels de la santé militaire, parmi les professeurs, les médecins et les

infirmiers, pour "le rôle vital qu'ils ont assumé, aux côtés de leurs collègues du secteur sanitaire civil, pour endiguer cette pandémie". Tout comme il a tenu à "rendre un vibrant hommage à tous les personnels, militaires et civils, qui ont sacrifié leurs vies pour sauver les malades atteints par cette dangereuse épidémie". "J'ai tenu personnellement à venir à votre rencontre, vous, les cadres de la Direction centrale des services de santé militaire, pour traduire, en cette occasion, le grand intérêt porté par le Haut Commandement de l'ANP au secteur de la santé militaire, qui constitue une partie intégrante de notre corps de bataille, mais également pour donner un ensemble d'instructions et d'orientations allant dans le sens de la création d'une nouvelle dynamique, à même de promouvoir ce secteur sensible au niveau escompté, à travers notamment l'amélioration des conditions de prise en charge médicale multiforme des personnels du MDN et de leurs ayants-droit, ainsi que le maintien d'une disponibilité permanente pour intervenir et soutenir le secteur de la santé civile, en périodes d'épidémies, de catastrophes et de risques majeurs", a déclaré le Général de Corps d'Armée à l'en-

tame de son discours. "Améliorer les conditions de prise en charge totale de nos personnels et de leurs ayants-droit et assurer une couverture sanitaire à nos concitoyens qui vivent dans les régions montagneuses, isolées, frontalières et du Grand Sud représentent, en effet, l'un des principaux objectifs que nous veillons à atteindre, dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche globale adoptée par le Haut Commandement, conformément aux orientations et instructions du Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, visant le développement des capacités de l'ANP dans le domaine de la santé", a-t-il précisé. Au terme de son allocution, le Général de Corps d'Armée a donné un ensemble d'orientations portant notamment sur "la moralisation de la profession médicale, l'amélioration des conditions d'accueil, d'orientation et de prise en charge psychologique des patients, outre la nécessité d'assurer la maintenance régulière des équipements médicaux mis à disposition des hôpitaux militaires et de générer une cohérence et une synergie entre les différents établissements de santé militaire", conclut le MDN.

LAMAMRA À L'ONU

Entretiens avec son homologue koweïtien

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra s'est entretenu lundi avec le ministre des Affaires étrangères de l'Etat du Koweït, Cheikh Ahmed Nasser Al Mohammed



sur la situation prévalant dans le monde arabe. Dans un tweet sur son compte officiel, M. Lamamra a affirmé que son entretien avec le ministre des Affaires étrangères de l'Etat du Koweït frère, Cheikh Ahmed Nasser Al Mohammed a porté sur "la situation prévalant dans le monde

arabe et les principales questions inscrites à l'ordre du jour de la 76^e session de l'Assemblée générale (AG) de l'ONU". La rencontre est intervenue en marge de la participation de M. Ramtane Lamamra aux travaux de la 76^e session de l'AG de l'ONU qui se tient à New York.

Reçoit le sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, a reçu lundi à New York la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques, Mme Victoria Nuland avec laquelle il a évoqué le renforcement des relations bilatérales et la situation au Moyen Orient, au Maghreb et en Afrique.

"J'ai reçu aujourd'hui au siège de la mission algérienne à l'ONU, Mme Victoria Nuland, la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques", a tweeté M. Lamamra à l'issue de cette audience. "Nous avons discuté des moyens de renforcer les relations bilatérales et échangé nos vues sur

la situation au Moyen-Orient ainsi qu'au niveau maghrébin et africain", a indiqué le chef de la diplomatie algérienne qui participe à New York à la 76^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. De son côté, Mme Nuland a dans un tweet qualifié ces discussions de "constructives", ajoutant qu'elles ont porté sur "le Sahara Occidental, la Libye et le Mali".

Les deux responsables ont également évoqué les investissements américains dans le secteur des énergies renouvelables en Algérie, selon la sous-secrétaire d'Etat américaine, qui a déclaré les Etats-Unis "appréciaient les efforts de l'Algérie en faveur de la paix et la sécurité régionales".

Washington apprécie les efforts de l'Algérie en faveur de la paix et la sécurité régionales (Département d'Etat)

Les Etats-Unis apprécient les efforts de l'Algérie en faveur de la paix et de la sécurité régionales, a déclaré lundi la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques, Victoria Nuland.

"Les Etats-Unis apprécient les efforts de l'Algérie pour promouvoir la paix et la sécurité régionales", a tweeté la responsable américaine à l'issue de son entretien à New York avec le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra. Qua-

lifiant ses discussions avec le chef de la diplomatie algérienne de "constructives", Mme Nuland a indiqué qu'elles ont porté sur "le Sahara Occidental, la Libye et le Mali". Les deux responsables ont également évoqué les investissements américains dans le secteur des énergies renouvelables en Algérie, selon la sous-secrétaire d'Etat américaine.

Cet entretien s'est tenu en marge de la participation de M. Ramtane Lamamra à la 76^e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

LOGEMENTS LPP

Une convention pour lever les contraintes de financement au profit des bénéficiaires (CNEP-Banque)

Une convention cadre pour la levée des contraintes rencontrées par les bénéficiaires de logements promotionnels participatifs (LPP), notamment en matière de financement, a été signée entre plusieurs entités, a indiqué lundi un communiqué de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque).

Cette convention a été signée entre la CNEP-Banque, représentée par son directeur général, Samir Tamrabet, l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), représentée par son directeur général, Nassim Racim Ghaïmet et la Chambre nationale des notaires, représentée par son président Réda Benouane,

a précisé la même source. Paraphée jeudi passé, elle permet "la levée de toutes les entraves à l'exécution des programmes LPP, principalement celles engendrées par l'absence de documents permettant l'hypothèque pour la formalisation des dossiers des souscripteurs en matière d'octroi de crédits", souligne la CNEP-Banque. Ainsi, explique la même source, elle vise, en l'absence de garanties, à trouver "un moyen légal permettant les transferts des prêts accordés par la CNEP-Banque aux bénéficiaires des logements LPP vers l'ENPI pour le remboursement des crédits obtenus pour le financement de la réalisation des logements". A cet effet, l'associa-

tion de la Chambre nationale des notaires, à travers cette démarche, va permettre d'assurer "le transfert des prêts financiers mis à leur disposition sur le compte de la clientèle ouvert au niveau du trésor public de l'Etat à l'ENPI dès l'établissement d'un contrat de gage, en attendant l'obtention des documents nécessaires à l'établissement du contrat hypothécaire au profit de CNEP-Banque". Cette convention cadre, qui définit les responsabilités et obligations des signataires, apporte "une solution aux situations de blocages générées par l'absence des documents fonciers et techniques exigés par les notaires aux promoteurs immobiliers pour la délivrance

des actes de propriété, document exigé par la banque au souscripteur pour l'octroi d'un prêt immobilier", assure la CNEP-Banque. La mise en œuvre de cette convention cadre est "une garantie pour le souscripteur, l'organisme prêteur et le promoteur immobilier", note la même source, précisant qu'elle ne concerne que les crédits immobiliers conventionnels.

Elle sera élargie dans une seconde phase à la finance islamique, "une fois que toutes les autorisations, nécessaires au lancement de cette forme de financement, seront délivrées par les organismes habilités".